

TBSO

(anciennement Société de Tayninh)

Société en commandite par actions au capital de 91.384,62 €

Siège social : 10 rue de la Bourse – 75002 Paris

RCS Paris 562 076 026

Code ISIN : FR0000063307 – Mnémonique : TBSO (anciennement TAYN)

Marché réglementé Euronext Paris – Compartiment C

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Exercice clos le 31 décembre 2025

Le présent rapport financier annuel a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers conformément aux articles L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et 222-3 du Règlement général de l'AMF.

Des exemplaires du présent rapport financier annuel sont disponibles sans frais auprès de TBSO, au siège social, ainsi que sur les sites internet de TBSO (<https://euronext.tbsocom/>) et de l'AMF (<https://www.amf-france.org/>).

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
PRÉAMBULE	5
I. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL.....	6
1. Personne responsable du rapport financier annuel.....	6
2. Attestation du responsable	6
II. PRESENTATION DE LA SOCIETE ET APERÇU DES ACTIVITES	7
III. RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION ET L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ – EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025	9
1. Situation de la Société et évolution de l'activité	9
1.1. Rappel des événements significatifs de l'exercice	9
1.2. Réorientation stratégique	9
2. Activité de l'exercice	10
2.1. Lancement de SKL Club	10
2.2. Lancement du podcast Fracture	10
3. Indicateurs clés de performance	10
4. Analyse des résultats de l'exercice.....	11
5. Situation financière	11
5.1. Structure bilancielle.....	11
5.2. Trésorerie.....	12
5.3. Continuité d'exploitation.....	12
5.4. Perspectives de financement.....	12
6. Affectation du résultat	13
7. Distribution de dividendes	13
8. Informations relatives au capital	13
8.1. Montant du capital social.....	13
8.2. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital ou des droits de vote.....	13
8.3. Actions auto-détenues et bilan du programme de rachat d'actions	14
8.4. Opérations des dirigeants sur les titres de la Société.....	14
8.5. Place de cotation et évolution du cours	14
9. Investissement de la trésorerie en actifs numériques	14
10. Activités de recherche et développement.....	15
11. Événements postérieurs à la clôture	15
12. Délais de règlement fournisseurs et clients	16
12.1. Factures reçues non réglées à la date de clôture dont le terme est échu (fournisseurs)	16
12.2. Factures émises non réglées à la date de clôture dont le terme est échu (clients) ...	16

13. Conventions réglementées.....	16
13.1. Conventions identifiées au titre de l'exercice 2025.....	17
14. Tableau des résultats des cinq derniers exercices	18
15. Perspectives	19
IV. FACTEURS DE RISQUES.....	20
V. RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE.....	34
1. Gouvernance sous forme de SA (du 1er janvier 2025 au 19 janvier 2026)	34
1.1. Période du 1er janvier au 6 novembre 2025 (avant acquisition du Bloc de Contrôle)	34
1.2. Période du 6 novembre 2025 au 19 janvier 2026 (post-acquisition).....	34
2. Gouvernance sous forme de SCA (depuis le 19 janvier 2026)	35
2.1. Associé commandité.....	35
2.2. Gérance	35
2.3. Conseil de surveillance	36
3. Commissaires aux comptes	38
4. Comité d'audit.....	38
5. Rémunérations et politique de rémunération des mandataires sociaux.....	39
6. Code de gouvernement d'entreprise.....	43
7. Procédure d'évaluation des conventions courantes	46
7bis. Conventions conclues par un dirigeant ou un actionnaire significatif de la Société avec une société contrôlée.....	47
8. Modalités de participation des actionnaires à l'assemblée générale.....	47
9. Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par les mandataires sociaux durant l'exercice.....	48
9.1. Mandataires sociaux en fonction au 1er janvier 2025 (période URW, du 1er janvier au 6 novembre 2025)	48
9.2. Mandataires sociaux de la période transitoire post-acquisition (du 6 novembre 2025 au 19 janvier 2026)	50
9.3. Mandataires sociaux en fonction à la date du présent rapport.....	51
10. Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	53
11. Tableau récapitulatif des délégations financières en cours de validité	54
VI. CONTRÔLE INTERNE ET GESTION DES RISQUES.....	56
1. Objectif du dispositif de contrôle interne	56
2. Organisation du contrôle interne	56
3. Processus d'élaboration de l'information financière.....	56
4. Identification et gestion des risques	56
5. Évolution du dispositif.....	57
VII. COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025	58

Bilan simplifié au 31 décembre 2025	58
VIII.RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	74
1.Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.....	74
2.Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.....	78
IX.INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	80
1.Ressources humaines et actionnariat salarié	80
2.Impact social et environnemental.....	80
3.Charges somptuaires (art. 39-4 CGI)	80
4.Informations relatives aux filiales et participations	80
5. Calendrier prévisionnel de communication financière.....	80
6.Format de publication du rapport financier annuel (ESEF)	81

PRÉAMBULE

La société TBSO (anciennement Société de Tayninh) (la « **Société** ») est une société en commandite par actions de droit français, dont les actions sont admises aux négociations sur le marché réglementé Euronext Paris (« **Euronext** ») (compartiment C) sous le code ISIN FR0000063307.

À la suite de l'approbation des actionnaires réunis en assemblée générale mixte en date du 19 janvier 2026 (l'« **AGM** »), et dans le cadre de son projet de réorganisation, la Société a été transformée en société en commandite par actions (SCA), sans création d'une personne morale nouvelle, et sa dénomination sociale a été modifiée pour devenir « TBSO » (*pour plus de précisions sur la réorganisation de la Société, se référer à la section III.1. du présent rapport*).

Conformément aux dispositions applicables aux sociétés en commandite par actions, la Société comprend un associé commandité, Financière Larchevêque (SAS, RCS Paris 993 334 358), tenu indéfiniment et solidairement des dettes sociales, et des associés commanditaires (actionnaires) dont la responsabilité est limitée à leurs apports.

Le présent rapport financier annuel (le « **RFA** ») est établi conformément aux dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et de l'article 222-3 du Règlement général de l'AMF. Il contient l'ensemble des informations devant figurer dans le rapport financier annuel d'une société dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé.

S'agissant d'un exercice de transition, la durée de l'exercice clos le 31 décembre 2025 n'a pas été modifiée du fait de la transformation de la Société en société en commandite par actions (résolution n°10 de l'AGM). Les comptes de cet exercice ont été établis, présentés et contrôlés dans les conditions fixées par les nouveaux statuts adoptés par l'AGM et les dispositions du Code de commerce applicables aux sociétés en commandite par actions, conformément à cette même résolution.

I. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

1. Personne responsable du rapport financier annuel

Monsieur Éric Larchevêque, Gérant de la société TBSO.

2. Attestation du responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 sont établis conformément au corps de normes comptables applicable et donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur, et que le rapport de gestion figurant en page 9 présente un tableau fidèle de l'évolution et des résultats de l'entreprise et de la situation financière de l'émetteur ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

Fait à Paris, le 30 avril 2026

Éric Larchevêque

Gérant

II. PRESENTATION DE LA SOCIETE ET APERÇU DES ACTIVITES

À la suite de la réorganisation de la Société à l'initiative de ses investisseurs co-fondateurs, Eric Larchevêque, Nathan B. Pissaro et Tony Parker, TBSO poursuit, à travers ses différentes activités, l'ambition de contribuer au renforcement de l'indépendance et de la souveraineté individuelle (*pour plus de précisions sur la réorganisation de la Société, se référer à la section III.1. Situation de la Société et évolution de l'activité du présent rapport*). Inspirée par les valeurs fondamentales du Bitcoin (responsabilité individuelle, souveraineté personnelle, liberté et résilience), la Société a pour objet de proposer un cadre structuré permettant de renforcer les compétences, les opportunités et l'autonomie des membres de sa communauté dans les domaines de l'entrepreneuriat et de l'investissement.

Le modèle d'affaires de TBSO repose sur trois piliers synergiques :

- **Audience engine** : activités de création et diffusion de contenu au moyen de plusieurs médias digitaux, accessibles gratuitement et portés par l'expertise des trois fondateurs experts. A la date du présent rapport, TBSO développe notamment le podcast « Fracture » et des newsletters régulières, et envisage le lancement prochain de nouveaux projets autour de cet axe. TBSO met également à disposition du public un accès large et gratuit à des ressources d'éducation financière.
- **Membership engine** : activités de clubs privés reposant sur un modèle d'abonnement annuel, dont l'objectif est d'accompagner les entrepreneurs (freelance, artisans, commerçants, startups, PME) et investisseurs. A ce titre, en décembre 2025, la Société a initié l'activité de sa première unité opérationnelle, **SKL Club™**, qui propose un service d'accompagnement pour les entrepreneurs sur toutes leurs problématiques de croissance. Il y est offert un accès exclusif à des ressources et interventions d'experts, des formations avancées, un réseau expérimenté et une communauté d'entraide.

La Société envisage également d'acquérir le **NVST Club™**, actuellement détenu par Éric Larchevêque et Nathan B. Pissaro, qui consiste en un accompagnement personnalisé auprès d'investisseurs avec des opportunités d'investissement sur plusieurs classes d'actifs et d'interaction avec la communauté de membres. A la date du présent rapport, la Société ne fournit pas de services réglementés en France; les décisions d'investissement sont prises et exécutées de manière autonome par chaque membre du NVST Club™.

Les modalités d'acquisition et d'intégration du NVST Club™ sont en cours de discussion. Le Gérant et certains actionnaires disposant de plus de 10 % des droits de vote étant intéressés à l'opération, ce projet sera soumis à l'autorisation préalable du Conseil de surveillance dans le cadre de la procédure des conventions réglementées. Le recours à un expert indépendant est par ailleurs envisagé afin de se prononcer sur les conditions financières de l'opération. A ce jour, rien ne garantit que l'acquisition ait lieu, celle-ci reste notamment conditionnée à l'évaluation de la cible, au financement de l'acquisition, à la réalisation d'opérations de due diligences et à l'environnement de marché dans lequel opère la cible.

- ***Product engine*** : développement et conception d'une future solution fintech d'investissement en actifs alternatifs¹, à travers une plateforme permettant un investissement désintermédié en quelques clics dans des classes d'actifs alternatifs. Par ailleurs, TBSO a pour ambition de développer un outil agentique IA ultra performant au service des entrepreneurs, plus particulièrement dédié à l'accompagnement des dirigeants de petites et moyennes entreprises. Ces projets de *product engine* sont, à la date du présent rapport, en cours de développement par TBSO et leur mise en œuvre effective demeure subordonnée à l'aboutissement des travaux de conception et, le cas échéant, à l'obtention des autorisations réglementaires requises. Aussi, à la date du présent rapport, rien ne garantit que ce projet soit mené à terme.

Par ailleurs, la Société envisage, à titre accessoire, de capitaliser une partie de ses excédents de trésorerie en Bitcoins. A ce jour, la Société ne détient aucun Bitcoin (*se référer à la section "Facteurs de risque" du présent rapport pour plus de précisions sur les risques liés aux actifs numériques*).

¹ Sous réserve des autorisations et approbations réglementaires applicables.

III. RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION ET L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ – EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025

1. Situation de la Société et évolution de l'activité

1.1. Rappel des événements significatifs de l'exercice

L'exercice 2025 a été marqué par un changement de contrôle et une transformation stratégique majeure de la Société.

La Société (anciennement Société de Tayninh) a initialement été constituée le 22 février 1913 à Saïgon (Indochine) sous la forme d'une société anonyme à Conseil d'administration, puis immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris le 29 juin 1956. L'objet social de la Société (alors dénommée Société de Tayninh) portait principalement sur l'acquisition, la gestion et la valorisation d'actifs immobiliers pour le groupe Unibail-Rodamco-Westfield SE (« **URW** »).

Le 25 juillet 2025, les sociétés Quatre Vingt Dix (SAS, RCS Bourges 834 157 539) et Nuku Hiva Holding (SC, RCS Paris 903 950 871), contrôlées respectivement par M. Éric Larchevêque et M. Nathan B. Pissaro, ont signé un contrat pour l'acquisition auprès d'URW de 8.926.494 actions représentant 97,68 % du capital et des droits de vote de la Société (le « **Bloc de Contrôle** »). Un avenant en date du 24 octobre 2025 a intégré Infinity Nine Promotion (SASU, RCS Versailles 820 958 692) contrôlé par M. Tony Parker en tant que troisième acquéreur.

La réalisation de l'acquisition du Bloc de Contrôle, à la suite de la levée des conditions suspensives (réduction de capital et distribution exceptionnelle), a eu lieu le 6 novembre 2025, pour un prix total de 951.241,42 euros, soit un prix par action compris entre 0,10 et 0,11 euro (après versement de la distribution de 1,96 euro par action le 4 novembre 2025).

Cette opération a été précédée d'une assemblée générale mixte du 22 septembre 2025 ayant notamment décidé des distributions aux actionnaires pour un montant total de 1,96 euro par action, détachées le 31 octobre 2025 et mises en paiement le 4 novembre 2025, et une réduction de capital de 15.078.462,30 euros à 14.897.428,14 euros par imputation des pertes.

Préalablement à cette transaction, certaines opérations de réorganisation financière ont été réalisées au sein du groupe Unibail-Rodamco-Westfield, notamment la remontée de la trésorerie historique de la Société au niveau du groupe vendeur. En conséquence, la Société a été cédée sans trésorerie historique ni endettement financier significatif.

Par ailleurs, à la suite de l'acquisition du Bloc de Contrôle, les sociétés Quatre Vingt Dix, Nuku Hiva Holding et Infinity Nine Promotion ont déposé le 8 décembre 2025 auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) un projet d'offre publique d'achat simplifiée (OPAS), sans intention de retrait obligatoire, sur le solde du capital de la Société, à un prix de 0,11€ par action [(se référer à la section II.13. "Événements postérieurs à la clôture" pour plus de précisions sur l'OPAS)].

1.2. Réorientation stratégique

A la suite de l'acquisition du Bloc de Contrôle, la Société a fait l'objet d'une réorganisation stratégique à l'initiative d'Éric Larchevêque, Nathan B. Pissaro et Tony Parker.

A ce titre, post-clôture de l'exercice 2025, l'assemblée générale mixte du 19 janvier 2026 (l'« **AGM** »), a notamment adopté les résolutions suivantes :

- Transformation de la Société de sa forme de société anonyme à conseil d'administration en société en commandite par actions (SCA) ;

- Désignation de Financière Larchevêque (SAS, RCS Paris 993 334 358) en qualité d'associé commandité de la Société ;
- Ratification du transfert du siège social de la Société au 10 rue de la Bourse, 75002 Paris ;
- Modification de la dénomination sociale de la Société pour devenir « TBSO » ; et
- Nomination d'Éric Larchevêque en qualité de gérant et de Delphine Colombet, Edouard Loigerot et Steve Levy en qualité de membres du Conseil de surveillance de la Société.

L'objet social a également été intégralement modifié afin de refléter la réorientation stratégique de la Société notamment autour des axes suivants :

- la réalisation d'activités de formation, de publication et d'événements contribuant à la compréhension du Bitcoin et à l'éducation financière ;
- la création et l'animation d'une communauté internationale d'entrepreneurs et de particuliers ;
- la prise de participations dans des sociétés de l'écosystème blockchain et actifs numériques ;
- la conception, la production et la diffusion de contenus pédagogiques.

En outre, l'objet de la Société a été modifié dans le but de permettre, à titre accessoire de l'activité commerciale décrite ci-dessus, le placement de tout ou partie de la trésorerie en bitcoins.

2. Activité de l'exercice

2.1. Lancement de SKL Club

Au cours de l'exercice 2025 (et plus précisément en décembre 2025), la Société a lancé sa première unité opérationnelle, SKL Club, qui propose un écosystème d'accompagnement destiné aux entrepreneurs combinant des formations et masterclass animées par des experts, une communauté professionnelle d'entrepreneurs, des événements physiques et digitaux, ainsi que des contenus pédagogiques et ressources spécialisées.

Le modèle économique repose sur un système d'abonnement donnant accès aux services proposés.

Au 31 décembre 2025, SKL Club comptait environ 719 membres actifs.

2.2. Lancement du podcast Fracture

Parallèlement, la Société a lancé en décembre 2025 le podcast Fracture, animé par Éric Larchevêque, Nathan B. Pissaro et Tony Parker, consacré à l'entrepreneuriat et à l'investissement.

Le podcast est diffusé en accès libre et gratuit sur les plateformes YouTube et Spotify, à raison de deux épisodes par mois environ. Ce contenu s'inscrit dans le pilier *audience engine* de la Société et vise à développer la notoriété de TBSO auprès de sa communauté cible d'entrepreneurs et d'investisseurs.

3. Indicateurs clés de performance

La Société suit plusieurs indicateurs clés afin de mesurer le développement de ses activités. Au titre de l'exercice 2025, les principaux indicateurs sont les suivants :

Indicateur	31/12/2025
------------	------------

Nombre de membres actifs SKL Club	719
Montant total des revenus facturés (HT)	2 416 602 €
Chiffre d'affaires reconnu sur l'exercice	114 326 €
Produits constatés d'avance	2 302 276 €
Trésorerie disponible	1 839 738 €

Ces indicateurs reflètent le développement initial du modèle économique de la Société fondé sur des revenus récurrents d'abonnement.

4. Analyse des résultats de l'exercice

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025, les résultats se présentent comme suit :

(en euros)	2025	2024
Chiffre d'affaires net	114 326	—
Total produits d'exploitation	114 333	—
Total charges d'exploitation	1 986 236	137 061
Résultat d'exploitation	-1 871 903	-137 061
Produits financiers	380 347	723 515
Résultat financier	380 347	723 515
Résultat net de l'exercice	-1 491 556	586 454

La perte nette de l'exercice s'élève à 1.491.556 euros et s'explique principalement par :

- les coûts liés à la prise de contrôle et à la restructuration de la Société, incluant notamment les frais juridiques et de conseil (honoraires avocats : 220.767 euros, honoraires divers : 749.184 euros) ;
- les dépenses engagées pour le lancement des nouvelles activités, dont les frais de publicité et de communication (218.048 €) et les commissions Stripe (88.822 €).

Les produits financiers de 380.347 euros correspondent aux intérêts sur le compte courant de trésorerie groupe pour la période antérieure à la cession.

L'exercice 2025 constitue un exercice de transition et de structuration du nouveau modèle économique.

5. Situation financière

5.1. Structure bilancielle

Les principaux postes du bilan se présentent comme suit :

Actif (en euros)	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Immobilisations incorporelles	18 114	0	18 114
Total actif immobilisé	18 114	18 114	—
Créances clients et comptes rattachés	690 064	—	690 064
Autres créances	114 164	18 156 500	(18 042 336)
Charges constatées d'avance	27 029	—	27 029
Disponibilités	1 839 738	81	1 839 657

Total actif circulant	2 670 995	18 156 581	(15 485 586)
Total actif	2 689 109	18 156 581	(15 467 472)

Passif (en euros)	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Capital social (dont versé...)	93 120	15 078 462	(14 985 342)
Primes d'émission, de fusion, d'apport	123 836	461 679	(337 843)
Réserve légale	9 312	201 233	(191 921)
Autres réserves	—	2 577 313	(2 577 313)
Report à nouveau	—	(767 489)	767 489
Résultat de l'exercice	(1 491 556)	586 454	(2 078 010)
Total capitaux propres	(1 265 288)	18 137 653	(19 402 941)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	832 407	18 927	813 480
Dettes fiscales et sociales	300 890	—	300 890
Autres dettes	518 824	—	518 824
Produits constatés d'avance	2 302 276	—	2 302 276
Total dettes	3 954 397	18 927	3 935 470
Total passif	2 689 109	18 156 581	(15 467 472)

Au 31 décembre 2025, le total du bilan s'élève à 2.689.109 euros, contre 18.156.581 euros au 31 décembre 2024. Cette variation s'explique essentiellement par les distributions et opérations de réorganisation financière préalables à la cession du Bloc de Contrôle.

À l'actif, la quasi-totalité des « autres créances » qui figuraient au 31 décembre 2024 (18.156.500 euros, correspondant principalement à des créances intra-groupe URW) ont été soldées. L'actif circulant au 31 décembre 2025 est désormais constitué des créances clients (690.064 euros, correspondant aux abonnements SKL Club), de la trésorerie disponible (1.839.738 euros) et des charges constatées d'avance (27.029 euros).

Les capitaux propres sont négatifs à hauteur de -1.265.288 euros, en raison principalement de la réduction de capital intervenue préalablement à la cession du Bloc de Contrôle et de la perte de l'exercice de -1.491.556 euros. Les produits constatés d'avance (2.302.276 euros) correspondent aux abonnements SKL Club encaissés et non encore reconnus en chiffre d'affaires.

La Société note que l'article L. 225-248 du Code de commerce (applicable aux SCA par renvoi de l'article L. 226-1 du Code de commerce) impose la consultation des actionnaires lorsque les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social, ce qui est le cas en l'espèce. Cette question sera soumise à la prochaine assemblée générale de la Société.

5.2. Trésorerie

La Société dispose au 31 décembre 2025 d'une trésorerie de 1.839.738 euros.

5.3. Continuité d'exploitation

Au regard de sa trésorerie disponible, des revenus récurrents issus des abonnements et des produits constatés d'avance correspondant à des prestations à délivrer en 2026, la Société estime disposer d'une visibilité financière suffisante pour couvrir ses besoins opérationnels pour les 12 prochains mois.

5.4. Perspectives de financement

Dans le cadre de sa stratégie de développement et du renforcement de sa structure financière, la Société étudie différentes options de financement. À ce titre, elle envisage notamment la possibilité de procéder à une ou plusieurs augmentations de capital dans le cadre des délégations conférées par l'AGM. Une telle opération, si elle devait être mise en œuvre, serait réalisée sous réserve des conditions de marché, de l'obtention des autorisations requises et des décisions des organes sociaux compétents.

6. Affectation du résultat

Compte tenu de la perte de 1.491.556 euros enregistrée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Gérance proposera à l'assemblée générale d'affecter le résultat de l'exercice en report à nouveau débiteur.

7. Distribution de dividendes

Aucune distribution de dividendes ne sera proposée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des exercices 2022 et 2023. Des distributions exceptionnelles ont été décidées par l'assemblée générale mixte du 22 septembre 2025, d'un montant total de 1,96 euro par action, mises en paiement le 4 novembre 2025, préalablement à la cession du Bloc de Contrôle.

8. Informations relatives au capital

8.1. Montant du capital social

Au 31 décembre 2025, le capital social s'élève à 93.119,70 euros, divisé en 9.138.462 actions ordinaires entièrement libérées, de 0,0101898656469765 euro de valeur nominale chacune.

Afin de simplifier le montant unitaire de valeur nominale des actions, la résolution n°6 de l'AGM a décidé une réduction du capital social, non motivée par des pertes et sans distribution, par voie de diminution de la valeur nominale des actions de 0,0101898656469765 euro à 0,01 euro par action.

Le certificat de non opposition des créanciers a été délivré le 9 mars 2026 et la constatation de la réalisation de cette réduction de capital a été opérée par décision du Gérant en date du 16 mars 2026. A la date de publication du présent rapport, le capital social a ainsi été ramené de 93.119,70 euros à 91.384,62 euros, soit une réduction de 1.735,08 euros.

8.2. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital ou des droits de vote

Sur la base de l'information disponible au 31 décembre 2025 l'identité des actionnaires dont la détention dépasse 5 % du capital et/ou des droits de vote de la Société se présentait comme suit :

Actionnaire	Nombre d'actions	% capital	% droits de vote
Quatre Vingt Dix (*)	5 686 177	62,22 %	62,22 %
Nuku Hiva Holding (*)	2 436 933	26,67 %	26,67 %
Infinity Nine Promotion (*)	803 384	8,79 %	8,79 %
Concert	8 926 494	97,68 %	97,68 %
Flottant	211 968	2,32 %	2,32 %

Total	9 138 462	100 %	100 %
--------------	------------------	--------------	--------------

(*) Agissant de concert au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce.

Note : Conformément à l'article 10 des statuts, aucun droit de vote double n'est institué.

8.3. Actions auto-détenues et bilan du programme de rachat d'actions

Au 31 décembre 2025, la Société ne détient aucune action propre. Aucun programme de rachat d'actions n'a été mis en œuvre au cours de l'exercice 2025. Aucune action n'a été achetée, vendue, transférée ou annulée au cours de l'exercice.

L'AGM a autorisé la Gérance à mettre en place un programme de rachat d'actions (résolution n°11) dans la limite de 10 % du capital, au prix unitaire maximum de 30 euros par action, pour une durée de 18 mois. À la date du présent rapport, ce programme n'a pas encore été mis en place.

8.4. Opérations des dirigeants sur les titres de la Société

Les opérations réalisées sur les titres de la Société par les personnes mentionnées à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier font l'objet de déclarations à l'AMF conformément à la réglementation applicable.

L'acquisition du Bloc de Contrôle le 6 novembre 2025 par les sociétés Quatre Vingt Dix, Nuku Hiva Holding et Infinity Nine Promotion a fait l'objet des déclarations réglementaires.

8.5. Place de cotation et évolution du cours

Les actions de la Société sont admises aux négociations sur le compartiment C du marché réglementé Euronext Paris sous le code ISIN FR0000063307 (mnémonique TBSO, anciennement TAYN).

La cotation des actions de la Société a été suspendue à la demande de la Société à compter du 25 novembre 2025, dans le contexte de l'annonce du plan stratégique de transformation et du dépôt du projet d'offre publique d'achat simplifiée. La reprise des négociations est intervenue le 22 janvier 2026.

9. Investissement de la trésorerie en actifs numériques

Conformément à son objet social tel que modifié par l'AGM, la Société peut, à titre accessoire de l'activité commerciale décrite ci-dessus, acquérir, détenir et céder des crypto-actifs, en particulier le Bitcoin, pour son compte propre.

Il est précisé que la détention de Bitcoin est uniquement prévue au titre d'un placement de trésorerie, et non comme une activité principale de la Société (*se référer à la section "Facteurs de risque" du présent rapport pour plus de précisions sur les risques liés aux actifs numériques*).

Au 31 décembre 2025, la Société ne détenait aucun actif numérique.

Il est précisé que les statuts de la Société prévoient que toute cession de Bitcoins est soumise à l'accord préalable du Conseil de surveillance (article 15.3 des statuts). La Société n'a pas vocation et n'a pas les autorisations nécessaires pour fournir des services régulés sur crypto-actifs, notamment exercer une activité de gestion d'actifs numériques pour le compte de tiers.

En lien avec les actifs numériques qu'elle pourrait détenir, la Société n'agit pas comme un organisme de placement collectif qui lève des capitaux auprès d'un certain nombre d'investisseurs en vue de les investir, conformément à une politique d'investissement définie (notamment sur crypto-actifs), dans leur intérêt. Lorsque des investisseurs investissent dans la

Société, ils ne bénéficient pas du cadre applicable à ces organismes de placement collectif en lien avec leur investissement dans la Société.

10. Activités de recherche et développement

Au cours de l'exercice 2025, la Société n'a pas engagé d'activités significatives de recherche et développement.

11. Événements postérieurs à la clôture

19 janvier 2026 – L'AGM a approuvé la transformation de la Société de société anonyme en société en commandite par action, la modification de la dénomination sociale (devenue TBSO), le changement d'objet social, l'adoption de nouveaux statuts et l'ensemble des délégations financières décrites ci-dessous. Ces mêmes résolutions ont également été approuvées en date du 19 janvier 2026 par l'associé commandité de la Société.

22 janvier 2026 – Reprise de la cotation sur Euronext Paris après la suspension intervenue le 25 novembre 2025.

23 janvier 2026 – Visa de l'AMF (n°26-013) sur la note en réponse dans le cadre de l'OPAS. Déclaration de conformité de l'AMF.

27 janvier 2026 – Ouverture de l'offre publique d'achat simplifiée (OPAS) initiée par Quatre Vingt Dix agissant de concert avec Nuku Hiva Holding et Infinity Nine Promotion, au prix de 0,11 euro par action. L'OPAS était obligatoire au titre des articles 233-1 2° et 234-2 du RG AMF et également au titre des articles 236-5 et 236-6 du RG AMF (transformation en SCA et réorientation de l'activité). L'initiateur n'avait pas l'intention de demander le retrait obligatoire.

9 février 2026 – Clôture de l'OPAS. Aucune action de la Société n'a été apportée dans le cadre de l'OPAS conformément à l'avis de résultat publié par l'AMF le 11 février 2026.

8 janvier / 9 février 2026 – Constitution de la filiale TBSO Switzerland SA, société anonyme de droit suisse, ayant son siège à Genève (Route des Jeunes 5d, 1227 Les Acacias), au capital-actions de CHF 100.000 entièrement libéré (10.000 actions nominatives de CHF 10), détenue à 100 % par TBSO (IDE : CHE-228.187.975). L'acte constitutif a été établi le 8 janvier 2026 par-devant Me Josef Gabrieli, notaire à Lachen (SZ), et la société a été inscrite au Registre du commerce du canton de Genève le 9 février 2026. L'objet social porte sur la réalisation de toutes activités d'éducation dans les domaines de l'entrepreneuriat et de l'investissement. Mme Alexia Haut-Lecci a été désignée administratrice unique avec signature individuelle.

13 février 2026 – Changement du mnémonique boursier de la Société sur Euronext Paris, passé de TAYN à TBSO, afin de refléter la nouvelle dénomination sociale.

3 mars 2026 – Constitution de la filiale TBSO Network, SASU au capital de 10.000 euros (100.000 actions de 0,10 euro entièrement libérées), siège au 10 rue de la Bourse, 75002 Paris, détenue à 100 % par TBSO qui en assure la présidence, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 101 934 214. L'objet social porte sur l'édition de publications de presse et de services de presse en ligne, la production et réalisation de vidéos et d'ingénierie audiovisuelle, ainsi que la réalisation de prestations de conseil non -réglementé. Cette filiale a vocation à regrouper et développer les initiatives de production de contenus et de diffusion médias du groupe.

16 mars 2026 – Constatation par décision du Gérant en date du 16 mars 2026 de la réalisation de la réduction du capital social de la Société décidée par l'AGM du 19 janvier 2026, d'une somme de 1.735,08 euros, pour le ramener de 93.119,70 euros à 91.384,62 euros. L'article 6 des statuts de la Société a été modifié en conséquence. Cette réduction a été effectuée

uniquement afin de fixer la valeur nominale par action à un montant exprimé avec un nombre fini et déterminé de décimales.

12. Délais de règlement fournisseurs et clients

Conformément aux dispositions de l'article L.441-14 du Code commerce et de l'article D. 441-6 du Code de commerce, les informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et des clients de la Société au 31 décembre 2025 sont présentées dans les tableaux ci-après.

12.1. Factures reçues non réglées à la date de clôture dont le terme est échu (fournisseurs)

	0 jour	1 à 30 j.	31 à 60 j.	61 à 90 j.	91 j. et +	Total (1j. et +)
Nombre de factures concernées	0	3	0	0	0	3
Montant total TTC (en €)	0	12 185	0	0	0	12 185
% du total des achats TTC de l'exercice	0	0,81%	0	0	0	0,81%

Solde des dettes fournisseurs au 31/12/2025 : 832 407 € (dont 795.698 € de factures non parvenues et 36 709 € de dettes fournisseurs).

12.2. Factures émises non réglées à la date de clôture dont le terme est échu (clients)

	0 jour	1 à 30 j.	31 à 60 j.	61 à 90 j.	91 j. et +	Total (1j. et +)
Nombre de factures concernées	0	1	0	0	0	1
Montant total TTC (en €)	0	36 000	0	0	0	36 000
% du CA TTC de l'exercice	0	1,49%	0	0	0	1,49%

Solde des créances clients au 31/12/2025 : 690.064 €.

Note : l'activité opérationnelle de la Société sous sa nouvelle orientation n'ayant débuté qu'au cours du dernier trimestre de l'exercice 2025, à la suite de l'acquisition du Bloc de Contrôle le 6 novembre 2025, la Société s'engage à structurer le suivi de ses délais de paiement dans le cadre du renforcement progressif de son dispositif de contrôle interne.

13. Conventions réglementées

Il est rappelé que la Société a été sous forme de société anonyme à conseil d'administration pendant l'intégralité de l'exercice clos le 31 décembre 2025, la transformation en société en commandite par actions n'ayant pris effet que le 19 janvier 2026. Les conventions réglementées conclues au cours de l'exercice 2025 étaient par conséquent soumises au régime des articles L. 225-38 et suivants ainsi que des articles L. 22-10-12 et L. 22-10-13 du Code de commerce, prévoyant une autorisation préalable du conseil d'administration et un rapport spécial des commissaires aux comptes.

À compter du 19 janvier 2026, conformément aux articles L. 226-10 du Code de commerce renvoyant aux articles L. 225-38 à L. 225-43, L. 22-10-12 et L. 22-10-13 du même code, les conventions intervenant entre la Société et l'un de ses gérants, l'un des membres du Conseil de surveillance, ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction de droits de vote supérieure à

10 %, doivent être soumises à l'autorisation préalable du Conseil de surveillance et font l'objet du rapport spécial des commissaires aux comptes.

L'article 17 des statuts de la Société reprend ce dispositif et précise que l'autorisation est donnée par le Conseil de surveillance à la majorité simple.

13.1. Conventions identifiées au titre de l'exercice 2025

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, deux conventions entrant dans le champ des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce ont été conclues entre la Société et la société ELIV (société par actions simplifiée au capital de 1.501.000 euros, RCS Bourges 881 093 900, dont le siège social est situé Les Petits Coulons, 18330 Neuvy-sur-Barangeon). L'associé unique d'ELIV est la société Quatre Vingt Dix, elle-même contrôlée par Monsieur Éric Larchevêque, par ailleurs Président d'ELIV.

Monsieur Éric Larchevêque, Président-Directeur Général de la Société du 6 novembre 2025 au 19 janvier 2026 puis Gérant à compter de cette date, est indirectement intéressé à ces conventions en sa qualité de Président d'ELIV et de dirigeant contrôlant indirectement cette société par l'intermédiaire de Quatre Vingt Dix, associée unique d'ELIV.

- (i) *Convention relative à l'organisation d'un séminaire d'équipe.* La société ELIV a organisé, au bénéfice de la Société, un séminaire d'équipe tenu du 9 au 11 décembre 2025 au domaine Les Petits Coulons à Neuvy-sur-Barangeon, pour un montant de 7 000 euros hors taxes (facture ELIV n° F-2025-025 du 15 décembre 2025). À titre indicatif, le prix consenti à la Société est inférieur d'environ 50 % aux tarifs habituellement pratiqués par ELIV pour la privatisation de son domaine sur une durée équivalente auprès de clients tiers, une facturation récente de 14 200 euros hors taxes ayant été émise par ELIV au bénéfice d'un client tiers pour une privatisation de trois jours.
- (ii) *Convention de refacturation des prestations de lancement du projet SKL Club.* Les coûts de structuration du projet SKL Club, décrit à la section III.2.1 du présent rapport, avaient été engagés en amont de l'acquisition du Bloc de Contrôle intervenue le 6 novembre 2025 par la société ELIV, qui portait et finançait alors ce projet en direct et pour son propre compte. Ces coûts, supportés auprès de sous-traitants et prestataires externes (développement de site internet, rédaction éditoriale, production vidéo, freelances spécialisés), ont été refacturés à la Société postérieurement à l'acquisition, afin de rattacher les coûts de structuration du projet à l'entité désormais en charge de son exploitation, à prix coûtant majorés d'une marge d'intermédiation forfaitaire de 10 % correspondant à la fourchette basse des pratiques de marché, pour un montant total de 28 600 euros hors taxes (facture ELIV n° 20251204 du 22 décembre 2025).

Autorisation postérieure par le Conseil de surveillance

Les prestations ayant été réalisées et facturées au cours de l'exercice 2025, alors que la Société était encore constituée sous forme de société anonyme, l'autorisation préalable aurait relevé de la compétence du conseil d'administration en application des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce. Ces conventions n'ayant pas fait l'objet d'une telle autorisation préalable, le Conseil de surveillance, lors de sa réunion du 22 avril 2026, a, à l'unanimité des membres présents et représentés, autorisé postérieurement à leur conclusion ces deux conventions, ainsi qu'il est d'usage lorsque l'autorisation préalable n'a pu être recueillie. Monsieur Éric Larchevêque, convoqué à cette réunion conformément à l'article 14.2 des statuts, n'était pas

présent ; en application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, en sa qualité d'intéressé, il n'a pas pris part à la délibération.

Le Conseil de surveillance a par ailleurs donné mandat exprès à sa Présidente, Madame Delphine Colombet, à l'effet de signer ces conventions au nom et pour le compte de la Société, Monsieur Éric Larchevêque étant dans l'incapacité, du fait du conflit d'intérêts, de représenter valablement la Société. Les deux conventions ont été signées le 22 avril 2026.

Soumission à l'approbation de l'assemblée générale

Ces deux conventions seront soumises à l'approbation de l'assemblée générale mixte du 15 juin 2026, statuant sur le rapport spécial des commissaires aux comptes. Conformément à l'article L. 225-40, alinéa 4, du Code de commerce, Monsieur Éric Larchevêque, indirectement intéressé, et la société Quatre Vingt Dix qu'il contrôle, ne prendront pas part au vote ; les actions de la société Quatre Vingt Dix ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Convention	Date de la facture	Montant HT
Séminaire d'équipe (9-11 décembre 2025)	15 décembre 2025	7 000 €
Refacturation prestations SKL Club	22 décembre 2025	28 600 €
Total		35 600 €

14. Tableau des résultats des cinq derniers exercices

(en euros)	2025	2024	2023	2022	2021
Capital social en fin d'exercice	93 120	15 078 462	15 078 462	15 078 462	15 078 462
Nombre d'actions émises	9 138 462	9 138 462	9 138 462	9 138 462	9 138 462
Chiffre d'affaires HT	114 326	0	0	0	0
Résultat avant impôt, amort. et provisions	-1 491 556	586 454	513 376	-15 249	-90 874
Impôt sur les bénéfices	0	0	0	0	0
Participation des salariés	0	0	0	0	0
Résultat après impôt, dot. amort. et prov.	-1 491 556	586 454	513 376	-15 249	-90 874
Résultat distribué	0	0	0	0	0
Résultat par action	-0,16	0,06	0,06	0,00	-0,01
Dividende attribué par action ²	0	0	0	0	0
Effectif moyen des salariés	0	0	0	0	0
Masse salariale	0	0	0	0	0
Avantages sociaux (SS, œuvres soc.)	0	0	0	0	0

Note : les exercices 2021 à 2023 reflètent la situation de la Société en tant que filiale dormante du groupe Unibail-Rodamco-Westfield, sans activité opérationnelle ni chiffre d'affaires. Les résultats positifs de 2023 et 2024 correspondent principalement aux produits financiers générés par la mise à disposition de la trésorerie au sein du groupe URW. L'exercice 2025 constitue un exercice de transition au cours duquel la nouvelle activité opérationnelle a été lancée à la suite de l'acquisition du Bloc de Contrôle le 6 novembre 2025, le chiffre d'affaires généré ne couvrant qu'une période limitée en fin d'exercice.

² Des distributions exceptionnelles ont été décidées par l'assemblée générale mixte du 22 septembre 2025, d'un montant total de 1,96 euro par action, mises en paiement le 4 novembre 2025, préalablement à la cession du Bloc de Contrôle.

15. Perspectives

La Société entend poursuivre le développement de son modèle économique fondé sur ses trois piliers d'activités (*audience engine*, *membership engine* et *product engine*), notamment via ses revenus récurrents d'abonnement et sur la création d'un écosystème d'entrepreneurs et d'investisseurs combinant formation, médias et d'éducation financière. La Société ne fournit pas de services réglementés en France.

Le développement de la Société pourra également s'appuyer sur des opérations de croissance externe, notamment par l'acquisition de structures complémentaires susceptibles de renforcer son écosystème entrepreneurial. La Société pourra également être amenée à renforcer ses ressources financières afin d'accompagner son développement, notamment par la mise en œuvre des délégations financières votées par l'AGM.

Ces perspectives constituent des orientations stratégiques et ne constituent pas des prévisions fermes de résultats.

IV. FACTEURS DE RISQUES

Les facteurs de risques décrits dans la présente section sont fournis à titre d'information générale sur les principaux risques auxquels la Société et ses deux filiales, TBSO Switzerland SA et TBSO Network (ensemble, le « **Groupe** ») sont exposées. Leur réalisation pourrait avoir un effet défavorable significatif sur les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives de la Société et/ou du Groupe. D'autres risques, à ce jour inconnus ou considérés comme non significatifs par la Société, pourraient également avoir un impact négatif. Les éventuels investisseurs sont invités à prendre en considération l'ensemble des informations figurant dans le présent rapport, y compris les facteurs de risques présentés dans la présente section, avant de décider d'acquiescer ou de souscrire des actions de la Société.

La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas de risques significatifs autres que ceux présentés ci-après.

Risques	Degré de criticité du risque ³ (Elevé / Moyen / Faible)
RISQUES LIES A L'ACTIVITE DE LA SOCIETE	
Risque sur le caractère nouveau des opérations	[Élevé]
Risque lié à la gestion de la croissance de la Société	[Moyen]
Risques liés au recours à des experts et consultants	[Moyen]
Risques liés aux actifs numériques	[Moyen]
Risques liés à la concurrence	[Faible]
Risque de ralentissement macroéconomique lié à la situation géopolitique	[Moyen]
RISQUES LIES A L'ORGANISATION DE LA SOCIETE	
Risque lié à la réorganisation de la Société et à l'évolution de son modèle d'activité	[Élevé]
Risques liés à la gouvernance sous forme de SCA	[Faible]
Risques liés à la dépendance de la Société vis-à-vis de certaines personnes clés	[Élevé]
RISQUES REGLEMENTAIRES ET JURIDIQUES	
Risques liés à la réglementation applicable à la Société et à ses activités	[Faible]
Risques liés aux systèmes informatiques de la Société et à la protection des données personnelles	[Moyen]
RISQUES FINANCIERS	

³ Les risques sont évalués selon leur niveau de criticité (combinaison de la probabilité d'occurrence et de l'impact estimé).

Risque de liquidité des titres	[Elevée]
Risque lié à la conclusion de financement	[Faible]
Risque de dilution	[Élevé]
Risques liés aux capitaux propres négatifs	[Faible]

1. Risques liés à l'activité de la Société

1.1 Risque sur le caractère nouveau des activités

A la suite de l'acquisition de 97,68 % du capital et des droits de vote de la Société par Éric Larchevêque, Nathan B. Pissaro et Tony Parker au cours de l'exercice 2025, la Société a engagé une transformation significative de son modèle d'affaires, passant d'une activité immobilière à un écosystème entrepreneurial structuré autour de trois piliers synergiques : (i) le pilier "*audience engine*" pour les activités de création et diffusion de contenu (notamment au travers du podcast "Fracture", de newsletters régulières et d'interventions sur les réseaux sociaux), (ii) le pilier "*membership engine*", regroupant les activités de clubs privés qui proposent des services d'accompagnement pour entrepreneurs et investisseurs et (iii) le pilier "*product engine*", en ce qui concerne le développement et la conception d'une future solution fintech d'investissement en actifs alternatifs ainsi que de solutions d'IA agentique destinées à accompagner les dirigeants de petites et moyennes entreprises⁴.

Dans le cadre de son pilier de "*membership engine*", la Société a initié l'activité de sa première unité opérationnelle, SKL ClubTM. Elle travaille également au développement de plusieurs autres offres qui s'additionneront à l'offre SKL ClubTM, toujours dans l'objectif d'aider les membres à développer leurs activités d'entrepreneuriat et d'investissement, notamment via NVST Club⁵.

Le développement de ce modèle d'affaires implique une analyse spécifique du potentiel de revenus, des modèles économiques sous-jacents et des risques contractuels associés. Compte tenu de la phase de démarrage de ces activités et de leur caractère innovant, il existe un risque que les projections établies par la Société (en matière de chiffre d'affaires, de marges, de rythme d'acquisition et de rétention des membres/abonnés) se révèlent moins précises ou moins favorables que prévu, en particulier en l'absence d'historique de revenus. Le succès de cette stratégie dépend notamment de la capacité à développer une base d'abonnés suffisante et à maintenir un niveau élevé d'engagement de la communauté. S'agissant en particulier des futurs projets fintech (*product engine*), leur lancement effectif est subordonné à l'obtention préalable de certains agréments et/ou autorisations réglementaires, dont l'obtention, le calendrier et les conditions ne peuvent être garantis et peuvent s'étaler sur plusieurs mois, ce qui est susceptible de retarder, limiter ou remettre en cause la mise en œuvre de ce pôle.

Compte tenu du caractère innovant du modèle économique de la Société et de la récente mise sur le marché de ses offres (notamment SKL ClubTM et NVSTTM, ainsi que les futures activités de *product engine* décrites ci-dessus), la Société ne peut garantir le succès commercial de ses services. Leur adoption par la clientèle cible (entrepreneurs, dirigeants, porteurs de projets,

⁴ Cette activité de *product engine* est un projet en cours de développement par la Société, sous réserve notamment de l'obtention des autorisations et approbations réglementaires applicables.

⁵ L'activité NVST ClubTM est aujourd'hui détenue par Éric Larchevêque et Nathan B. Pissaro, actionnaires fondateurs de la Société et fait l'objet d'un projet d'acquisition par TBSO, dont les modalités d'acquisition et d'intégration sont en cours de discussions.

investisseurs) pourrait être plus lente que prévu, et la Société pourrait ne pas parvenir à s'imposer suffisamment rapidement sur ses marchés pour bénéficier d'un positionnement concurrentiel favorable.

La croissance de la Société et sa capacité à générer des revenus récurrents dépendront notamment du degré d'acceptation de ses services par le marché, de la perception de leur qualité et de leur valeur ajoutée par les clients, du rapport qualité/prix, de l'efficacité de sa stratégie marketing et de communication (y compris via les réseaux sociaux et les collaborations avec des experts), ainsi que de l'intensité de la concurrence et du développement d'offres concurrentes similaires. Même si les services de la Société visent à répondre à des besoins identifiés d'accompagnement entrepreneurial, une pénétration de marché insuffisante ou plus lente qu'anticipé, résultant d'un ou plusieurs de ces facteurs, pourrait avoir un impact défavorable significatif sur son activité, ses perspectives de croissance, ses résultats et sa situation financière.

La Société demeure à ce jour en phase de développement et continue de structurer son modèle d'affaires autour de ses différents piliers d'activité. Elle envisage par ailleurs de lancer de nouveaux projets et de faire évoluer, le cas échéant, ses offres. Dans ce contexte, le modèle d'affaires de la Société est susceptible de connaître des ajustements significatifs, dont l'issue, l'acceptation par le marché et la rentabilité ne peuvent être garanties.

1.2 Risques liés à la gestion de la croissance des activités de la Société

Avec son positionnement récent sur de nouveaux secteurs – notamment les services d'accompagnement pour entrepreneurs et investisseurs (formations, interventions d'experts, organisation d'événements), et, le cas échéant, à titre accessoire, une stratégie d'acquisition de Bitcoins en cas d'excédents de trésorerie – la Société anticipe une accélération significative de son activité, se traduisant par l'acquisition de nouvelles parts de marché ainsi que par une augmentation du nombre de collaborateurs et de clients.

La capacité de la Société et du Groupe à absorber cette croissance dépendra en partie de son aptitude à l'anticiper et à la gérer de manière efficace, notamment en évaluant correctement les attentes du marché, en intégrant le personnel nécessaire et en réalisant les investissements appropriés. À cet égard, la Société devra en particulier :

- anticiper correctement les besoins du marché et développer de nouveaux services en adéquation avec les attentes de sa clientèle ;
- appréhender les évolutions technologiques et juridiques susceptibles de façonner les contours du service d'accompagnement pour entrepreneurs et, le cas échéant, de la détention d'actifs numériques ;
- recruter et former du personnel, ainsi que des experts et consultants qualifiés, en mesure de soutenir les ambitions de croissance de la Société ;
- renforcer ses capacités opérationnelles et administratives ;
- anticiper et financer les dépenses et investissements liés à cette croissance.

L'anticipation et l'adaptabilité face aux besoins du marché joueront un rôle déterminant dans l'atteinte des objectifs de croissance. Si la Société venait à proposer une offre ne répondant pas

aux attentes de ses marchés cibles, sa capacité à ajuster rapidement son offre (améliorée ou alternative) pour répondre aux besoins de sa clientèle sera cruciale pour maintenir et maîtriser sa trajectoire de développement. Dans cette optique, la direction de la Société a mis en place une veille destinée à suivre les évolutions des marchés sur lesquels il opère ainsi que les changements technologiques et réglementaires pertinents.

Enfin, la gestion de la croissance attendue nécessitera un renforcement des moyens opérationnels et administratifs centralisés au niveau de la Société, afin de soutenir le développement des activités de clubs privés, et, à l'avenir, une fois les projets de *product engine* réalisés, le déploiement d'une solution fintech d'investissement en actifs alternatifs. Si ces moyens s'avéraient insuffisants (en termes de ressources humaines, d'outils ou de processus), il pourrait en résulter des retards, des dysfonctionnements opérationnels ou l'annulation de certains projets, susceptibles d'affecter défavorablement la croissance, l'activité et la situation financière de la Société.

1.3 Risques liés au recours à des experts et consultants

La Société conclut, et sera amenée à conclure à l'avenir, des accords de collaboration avec des experts et des consultants dans le cadre de son service d'accompagnement pour entrepreneurs et investisseurs (*membership engine*), notamment s'agissant de SKL ClubTM et NVSTTM. Il ne peut être garanti que ces accords seront conclus dans des conditions satisfaisantes, qu'ils aboutiront effectivement ou qu'ils rencontreront le succès escompté. L'échec, l'absence de concrétisation ou la performance insuffisante de ces collaborations pourraient avoir un impact négatif sur les activités, le résultat d'exploitation, la situation financière et les perspectives de croissance de la Société.

Il existe en particulier un risque que certains experts ou consultants ne consacrent pas des ressources suffisantes (temps, moyens, implication) au service d'accompagnement pour entrepreneurs, ou échouent dans l'exécution de leurs missions. Dans ce cas, le développement des formations et événements concernés pourrait être retardé, réduit ou abandonné, ce qui pourrait entraîner des conséquences défavorables significatives pour la Société. Quand bien même des collaborations seraient conclues à des conditions jugées acceptables, la Société pourrait ne pas être en mesure de développer avec succès, de positionner commercialement ou de vendre efficacement les services associés.

Par ailleurs, les accords conclus avec les experts et autres consultants peuvent, dans certaines circonstances, être résiliés par ces derniers. Ainsi, même si la Société estime qu'une intervention doit être maintenue ou poursuivie, un expert pourrait décider de ne pas continuer la collaboration, notamment en cas de manquement réel ou allégué de la Société à ses obligations contractuelles ou de divergence sur la mise en œuvre opérationnelle de la collaboration. La Société peut également être amenée, dans le cadre de ces accords, à consentir à ce que l'autre partie dispose d'un pouvoir de décision important sur certains aspects clés (contenu, positionnement, calendrier, modalités opérationnelles), ce qui limite le contrôle direct de la Société sur le succès futur de l'intervention. Toute défaillance d'un expert ou consultant lors de la préparation ou de la tenue des interventions pourrait ainsi avoir des conséquences défavorables pour la Société, son développement, ses résultats et ses perspectives.

Tout désaccord significatif entre la Société et un expert ou consultant est susceptible de conduire, notamment :

- (i) à des actions ou positions de l'expert ou consultant, dans ou en dehors du cadre contractuel, pouvant affecter défavorablement les droits, revenus ou avantages de la Société (incluant, le cas échéant, la résiliation discrétionnaire de l'accord de collaboration),
- (ii) à la décision d'un expert ou consultant de mettre fin à la collaboration avant son terme, par exemple pour se concentrer sur d'autres projets ou priorités, ou
- (iii) en cas de résiliation d'une collaboration, à la nécessité pour la Société de consacrer des ressources supplémentaires à l'identification, à la négociation et à la mise en place de nouvelles collaborations, sans garantie que des accords de remplacement puissent être obtenus dans des conditions favorables, à des conditions commercialement raisonnables, voire obtenus du tout.

La survenance de l'un ou plusieurs de ces événements, et notamment la réduction, la suspension ou la perte des apports attendus de ces collaborations (visibilité, contenus, réseau, flux de clients, revenus) pourrait retarder, limiter ou empêcher le développement du service d'accompagnement pour entrepreneurs de la Société et, par conséquent, avoir un effet défavorable significatif sur la Société, ses activités, ses perspectives, sa situation financière, ses résultats et son développement.

[1.4 Risques liés aux actifs numériques]

Dans le cadre du développement de ses activités, la Société pourrait être amenée, à titre accessoire, à placer une partie de ses excédents de trésorerie en Bitcoin.

La Société a vocation à conserver ces Bitcoins dans la durée, sans développer à titre principal une stratégie d'investissement fondée sur l'achat et la revente de Bitcoins en vue de générer un rendement pour les actionnaires. Conformément aux statuts de la Société (article 15), toute cession de Bitcoins devrait être approuvée par le Conseil de surveillance. Lorsque des investisseurs investissent dans la Société, ils ne bénéficient pas du cadre applicable aux organismes de placement collectif.

Le prix du Bitcoin est extrêmement volatil et peut connaître des variations rapides et importantes, à la hausse comme à la baisse, susceptibles d'entraîner une dépréciation significative de la valeur des Bitcoins détenus par la Société.

Par ailleurs, contrairement à de nombreux actifs financiers traditionnels, la liquidité du Bitcoin peut être affectée par des mouvements de marché soudains, par des évolutions ou restrictions réglementaires ainsi que par d'éventuels dysfonctionnements, interruptions ou défaillances des plateformes d'échange sur lesquelles il est négocié. Ces éléments sont susceptibles de rendre plus difficile, voire temporairement impossible, la conversion des Bitcoins détenus par la Société en monnaie fiduciaire dans des conditions satisfaisantes, le cas échéant.

À ce jour, aucun Bitcoin n'a été acquis par la Société, qui n'en tire par conséquent aucun revenu.

1.5 Risques liés à la concurrence

Le secteur de l'accompagnement auprès d'entrepreneurs ou d'investisseurs, en particulier avec les formations et autres services en ligne, est caractérisé par une concurrence intense, liée notamment à la multiplicité d'offres gratuites ou à faible coût accessibles via les réseaux sociaux, les plateformes numériques spécialisées ou les contenus produits par des influenceurs. La Société fait face à des concurrents actuels et potentiels en France et à l'international, susceptibles de proposer des programmes de formation similaires ou alternatifs, parfois avec des moyens financiers, humains ou marketing plus importants.

La Société ne peut garantir que des concurrents n'opteront pas pour des stratégies plus agressives en termes de prix, de communication ou de partenariats, ni qu'ils ne développeront des offres de formation perçues par le marché comme équivalentes ou supérieures en termes de contenu, de qualité pédagogique, d'accompagnement ou d'expérience utilisateur. De telles évolutions concurrentielles pourraient limiter la capacité de la Société à attirer et fidéliser sa clientèle, peser sur ses marges, et contraindre la Société à consentir des efforts commerciaux ou des investissements marketing accrus.

Par ailleurs, les solutions fintech d'investissement en actifs alternatifs (*product engine*), qui sont en cours de développement par la Société sous réserve des autorisations et approbations réglementaires applicables, seront également susceptibles de se heurter à une concurrence importante, provenant notamment d'acteurs établis des services financiers, de plateformes d'investissement spécialisées ou de nouveaux entrants technologiques. Dans un tel contexte, la Société ne peut garantir qu'elle sera en mesure de positionner durablement ses solutions d'investissement de manière concurrentielle, ce qui pourrait limiter le potentiel de croissance associé à cette future activité.

L'intensification de la concurrence, l'émergence de nouvelles offres gratuites ou très bon marché, ou encore le développement de solutions innovantes par des acteurs existants ou nouveaux entrants pourraient ainsi avoir un impact significatif sur la capacité de la Société à générer des revenus et des profits à partir de ses formations et, par conséquent, avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les résultats et la situation financière de la Société.

1.6 Risque de ralentissement macroéconomique lié à la situation géopolitique

Conformément aux recommandations de l'AMF (DOC-2025-08) et de l'ESMA pour l'exercice 2025, les états financiers de la Société ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité, en prenant compte de l'impact du contexte géopolitique sur ses activités.

La poursuite de la guerre en Ukraine et les sanctions internationales à l'encontre de la Russie n'ont pas d'impact direct significatif sur les activités de la Société. De même, les tensions persistantes au Moyen-Orient, et notamment le conflit israélo-palestinien et ses développements régionaux n'ont pas d'impact direct significatif sur les activités de la Société. La Société n'a aucune activité opérationnelle, aucun client, aucun fournisseur et aucun actif sur ces territoires. La Société n'est pas exposée aux sanctions européennes ou internationales liées au conflit. Toutefois, le conflit contribue à un environnement macroéconomique incertain (pressions inflationnistes, volatilité des marchés énergétiques, instabilité des marchés financiers) qui pourrait indirectement affecter le pouvoir d'achat des entrepreneurs constituant la clientèle cible de la Société, et peser sur la valorisation des actifs numériques que la Société envisage de détenir.

L'évolution des politiques tarifaires et commerciales internationales, notamment la hausse des droits de douane annoncée par les États-Unis, constitue un facteur d'incertitude supplémentaire pour l'économie mondiale. La Société, dont l'activité est essentiellement tournée vers le marché français et ne repose pas sur des échanges de biens physiques, n'est pas directement exposée aux conséquences de ces mesures tarifaires. Toutefois, leurs effets sur la conjoncture économique mondiale et sur la volatilité des marchés financiers et des crypto-actifs pourraient affecter indirectement l'activité de la Société.

2. Risques liés à l'organisation de la Société

2.1 Risque lié à la réorganisation de la Société et l'évolution de son modèle d'activités

Au cours de l'exercice 2025, les sociétés Quatre Vingt Dix, Nuku Hiva Holding et Infinity Nine Promotion, contrôlées respectivement par Éric Larchevêque, Nathan B. Pissaro et Tony Parker, ont procédé à l'acquisition de 97,68 % du capital et des droits de vote de la Société (anciennement Société de Tayninh), qui s'est finalisée le 6 novembre 2025.

Dans le cadre de l'acquisition de ce bloc de contrôle, la Société a fait l'objet d'une réorientation significative de son activité, se traduisant notamment par l'abandon de son ancien modèle centré sur les actifs immobiliers et la mise en œuvre d'un nouveau modèle d'affaires centré sur les trois piliers stratégiques *audience engine*, *membership engine* et *product engine*. Ces évolutions s'accompagnent d'une réorganisation profonde de sa gouvernance, notamment la transformation de la Société en société en commandite par actions (SCA), de ses processus internes et de ses outils de pilotage.

En conséquence, à la date du présent rapport, les dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que certaines règles de fonctionnement de la gouvernance (notamment en ce qui concerne la constitution et le fonctionnement des comités, la formalisation des délégations et des procédures internes, et la documentation des processus clés), sont en cours de mise en place ou de renforcement afin de les adapter au nouveau périmètre d'activité et à la nouvelle structure de gouvernance de la Société.

Dans ce contexte de transition, il ne peut être exclu que les dispositifs de contrôle interne et de conformité, bien que jugés adaptés par la Société et mis en place de manière progressive, présentent temporairement des insuffisances ou des zones d'amélioration, notamment en matière de formalisation, de documentation, de diffusion des procédures ou de suivi effectif de certains risques opérationnels, juridiques ou de conformité. De telles insuffisances pourraient conduire à une détection tardive de dysfonctionnements, d'erreurs ou d'irrégularités et, le cas échéant, à des impacts défavorables sur la situation financière, l'image ou la réputation de la Société.

Par ailleurs, la Société demeure soumise aux exigences réglementaires et aux règles de fonctionnement propres aux sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris (notamment en matière d'information financière et d'information réglementée, de gouvernance et de déontologie des marchés). Tout manquement significatif, lié notamment à la phase actuelle de réorganisation et de mise à niveau des dispositifs internes, pourrait exposer la Société à des risques de sanctions administratives ou pécuniaires, à des litiges, ainsi qu'à une perte de confiance de la part des autres parties prenantes.

2.2 Risques liés à la gouvernance sous forme de SCA

Depuis le 19 janvier 2026, la Société est constituée sous forme de société en commandite par actions (SCA), ce qui confère un pouvoir déterminant à l'associé commandité et limite corrélativement l'influence des actionnaires commanditaires sur la gestion et l'évolution de la Société. En application des articles L. 226-1 et suivants du Code de commerce, les décisions collectives supposent, sauf exception, une double consultation : (i) des commanditaires réunis en assemblée générale et (ii) des commandités, consultés en assemblée ou par écrit.

S'agissant de la Société, l'associé commandité est la société Financière Larchevêque, elle-même dirigée par M. Éric Larchevêque, qui assure par ailleurs la gérance de la Société. Cette structure confère à l'associé commandité un rôle central et un éventuel pouvoir de blocage sur certaines décisions stratégiques, indépendamment de la répartition du capital entre les actionnaires commanditaires. En outre, les statuts de la Société ne prévoient pas d'autorisation préalable du conseil de surveillance, chargé du contrôle permanent de la gestion de la société, en cas d'augmentation de capital ou d'émission de titres, ce qui renforce encore la latitude de la gérance et de l'associé commandité.

A titre d'illustration, la réalisation d'une offre publique d'achat (OPA) sur les titres de la Société apparaît particulièrement difficile à mettre en œuvre. Même en cas de prise de contrôle majoritaire du capital par un investisseur tiers, celui-ci ne disposerait pas du pouvoir de décision attendu, en raison du principe de non-immixtion des commanditaires dans la gestion et du rôle prépondérant de l'associé commandité.

La forme de SCA constitue ainsi, en pratique, un mécanisme de protection contre une éventuelle OPA, susceptible de limiter les perspectives de liquidité ou de sortie pour les actionnaires commanditaires.

Par ailleurs, la concentration des pouvoirs de gestion entre les mains de l'associé commandité et du gérant peut, en cas de divergence d'intérêts entre celui-ci et les actionnaires commanditaires, conduire à des décisions qui ne reflètent pas nécessairement les attentes de l'ensemble des actionnaires, et pourrait également avoir un impact significatif sur la gouvernance et, plus généralement, sur la gestion et les perspectives de la Société.

2.3 Risques liés à la dépendance de la Société vis-à-vis de certaines personnes clés

Le succès du modèle de la Société repose en grande partie sur l'implication, l'expertise et la notoriété de ses fondateurs et dirigeants, en particulier Éric Larchevêque, Président, ainsi que Nathan Pissaro et Tony Parker, dont l'image contribue de manière significative à l'attractivité de l'offre de la Société et au développement de sa clientèle.

L'indisponibilité, même temporaire, ou le départ définitif de l'une ou plusieurs de ces personnes, notamment en cas de transfert de leurs activités vers un concurrent, ou une mésentente, pourrait entraîner une perte de savoir-faire, fragiliser certaines activités, affaiblir l'image de marque de la Société et, plus généralement, altérer sa capacité à atteindre ses objectifs de développement. La Société n'a pas connaissance, à ce jour, d'une intention particulière de l'une de ces personnes de quitter la Société.

Par ailleurs, à mesure que la Société étendra le champ de ses activités et développera sa clientèle, elle sera amenée à recruter et fidéliser des collaborateurs possédant des compétences clés, notamment en matière de développement de contenus de formation, d'organisation d'événements, d'animation de réseaux, de marketing digital, ou d'investissement en actifs

alternatifs. Dans ce contexte, la Société fait face à une concurrence importante d'autres acteurs pour l'attraction et la rétention de profils qualifiés. La Société ne peut ainsi garantir sa capacité à recruter et/ou conserver l'ensemble de ces talents dans des conditions économiquement satisfaisantes.

La Société ne dispose pas d'une police d'assurance « personne clé » et d'une police d'assurance « responsabilité des dirigeants ». Plus généralement, la Société n'a pas de politique d'assurance spécifique et réévalue ses besoins actuels en fonction du développement de l'activité à court terme.

L'incapacité de la Société à attirer, retenir ou remplacer de manière adéquate ces personnes clés, ou à recruter des collaborateurs disposant des compétences et profils adaptés à ses besoins, pourrait l'empêcher d'atteindre ses objectifs et, en conséquence, avoir un effet défavorable significatif sur ses activités, ses résultats, sa situation financière, ses perspectives et sa capacité de développement.

3. Risques réglementaires et juridiques

3.1 Risques liés à la réglementation applicable à la Société et à ses activités

La Société exerce ses activités dans un environnement juridique et réglementaire exigeant, notamment en matière d'information du marché financier et de protection des droits des consommateurs. Le non-respect de ces réglementations pourrait avoir un impact négatif sur les résultats de la Société, sur la satisfaction et la fidélité de ses clients, ainsi que plus largement sur son image et sa réputation.

La Société est notamment soumise aux obligations applicables aux émetteurs dont les titres sont admis aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, notamment en matière de diffusion d'informations réglementées, de prévention des abus de marché (gestion des informations privilégiées, listes d'initiés, déclarations des opérations des dirigeants, interdictions de manipulation de cours et de communication d'informations trompeuses) et de respect des règles de bonne gouvernance et de transparence financière prévues par la réglementation et les recommandations de place. Tout manquement significatif à ces obligations, qu'il résulte d'une défaillance des procédures internes, d'une erreur humaine ou d'une interprétation inadaptée des textes, pourrait exposer la Société à des enquêtes et sanctions des autorités de marché, à des contentieux avec des investisseurs ou autres parties prenantes, ainsi qu'à une atteinte à sa réputation et, plus généralement, avoir un impact défavorable sur sa situation financière et ses perspectives.

A la date du présent document, la Société propose des activités qui n'ont pas vocation à constituer des services réglementés, en particulier en matière de services d'investissement, de gestion d'organisme de placement collectif et/ou de services sur crypto-actifs. La Société pourrait être amenée dans le futur à solliciter des agréments en lien avec son activité de "*product engine*" en cours de développement.

Une requalification de certaines activités en (i) services d'investissement, notamment placement non-garanti et/ou en conseil en investissement au sens de l'article L. 321-1 du Code monétaire et financier, (ii) en services sur crypto-actifs, notamment placement de crypto-actifs et/ou en conseil en crypto-actifs au sens du Règlement UE 2023/1114 (MiCA), et/ou (iii) en gestion d'organisme de placement collectif au sens de l'article L. 214-1 du Code monétaire et financier, pourrait entraîner l'application de réglementations spécifiques. Si ces

réglementations étaient considérées comme applicables à la Société, cela pourrait impacter le déploiement de la stratégie projetée par la Société et engendrer un risque de sanctions, notamment financières, pour la Société, pouvant causer une perte pour la valeur des actions détenues par les investisseurs.

3.2 Risques liés aux systèmes informatiques de la Société et à la protection des données personnelles

3.2.1 Risques liés aux systèmes informatiques de la Société

Dans le cadre normal de ses activités, la Société recourt à des prestataires tiers (solutions cloud, outils d'authentification et de chiffrement, messageries, outils d'intelligence artificielle générative, etc.) pour l'hébergement et le traitement des données qu'elle peut être amenée à collecter et traiter. La capacité de la Société à contrôler et surveiller en continu les mesures de sécurité mises en œuvre par ces tiers est limitée, et ces prestataires peuvent ne pas disposer de dispositifs de sécurité pleinement adaptés aux risques encourus.

La Société, ainsi que les tiers sur lesquels elle s'appuie, sont exposés à un ensemble croissant de menaces informatiques : cyber-attaques (y compris ransomwares), tentatives de phishing et d'ingénierie sociale, codes et logiciels malveillants, attaques visant l'obtention d'identifiants, défaillances logicielles ou matérielles, pannes de réseaux et de télécommunications, mais également erreurs, négligences ou comportements malveillants de salariés ou de prestataires. L'intensification du recours au télétravail et à des outils accessibles à distance (SaaS, applications collaboratives, solutions d'IA générative) accroît également la surface d'exposition aux risques de cybersécurité.

La survenance d'un incident de sécurité ou d'une autre interruption des systèmes d'information (de la Société ou de ses prestataires) pourrait entraîner l'accès, la divulgation, l'altération, la perte, le chiffrement ou la destruction non autorisés de données sensibles, ainsi que l'indisponibilité temporaire ou prolongée de certains services ou plateformes utilisés par la Société. Un tel incident pourrait nécessiter la mobilisation de ressources humaines et financières significatives (enquêtes internes, renforcement des mesures de sécurité, assistance d'experts, notification aux personnes concernées et aux autorités compétentes, etc.), ainsi que la modification de certains processus opérationnels.

En outre, la Société est tenue de respecter des obligations légales et contractuelles en matière de protection des données et de sécurité des systèmes d'information. En cas d'incident de sécurité ou de manquement perçu à ces obligations (y compris du fait d'un tiers sur lequel elle s'appuie), la Société pourrait faire l'objet d'enquêtes ou de mesures de la part d'autorités administratives (par exemple, la CNIL), de sanctions, de litiges (y compris d'actions collectives), de réclamations de partenaires, d'atteintes à son image de marque, ainsi que de pertes financières. Ces événements pourraient avoir un effet défavorable significatif sur les activités de la Société, sa réputation, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives de développement.

Par ailleurs, l'éventuelle détention de Bitcoins par la Société, en cas de placement de ses excédents de trésorerie, imposerait la mise en œuvre de dispositifs informatiques spécifiques, le cas échéant auprès de prestataires spécialisés (portefeuilles numériques sécurisés, gestion rigoureuse des clés privées, protocoles de stockage à froid, etc.). Malgré ces précautions, toute faille de sécurité, perte ou compromission des clés privées, tout manquement par le prestataire

le cas échéant sélectionné à ses obligations, ou encore toute attaque informatique ciblant ces dispositifs pourrait entraîner la perte totale ou partielle des Bitcoins détenus par la Société.

3.2.2 Risques liés à la protection des données personnelles

Dans le cadre de ses activités, la Société collecte, reçoit, stocke, traite, utilise, transmet et conserve diverses informations sensibles, incluant notamment des données personnelles (relatives aux abonnés, clients, partenaires et salariés), des informations commerciales confidentielles, des secrets d'affaires, des éléments de propriété intellectuelle, ainsi que des données recueillies sur les participants dans le cadre des abonnements et des services proposés. Ces opérations de traitement soumettent la Société à de nombreuses obligations en matière de confidentialité, de sécurité et de protection des données, issues notamment des lois et règlements applicables, des normes professionnelles, de ses politiques internes et des engagements contractuels conclus avec ses partenaires.

En particulier, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles (règlement général sur la protection des données – « **RGPD** »), tel que mis en œuvre au sein de l'Union européenne et, le cas échéant, au Royaume-Uni, s'applique aux traitements de données personnelles effectués par la Société lorsque des personnes concernées se situent dans l'Espace économique européen ou au Royaume-Uni. Ces textes imposent des exigences strictes. Il s'agit notamment de plusieurs exigences relatives à (1) la limitation du traitement des données à caractère personnel à ce qui est nécessaire pour une finalité déterminée, explicite et légitime, (2) l'obtention d'une base légale pour le traitement des données à caractère personnel, (3) obtenir, dans certaines situations, le consentement des personnes concernées par les données personnelles, (4) les informations fournies aux personnes sur la manière dont leurs données personnelles sont utilisées, (5) assurer la sécurité et la confidentialité des données personnelles en mettant en œuvre et en maintenant des garanties techniques et organisationnelles appropriées, (6) l'obligation de notifier, en certaines circonstances, les autorités réglementaires et les personnes concernées par des violations de données personnelles, (7) des obligations internes étendues en matière de gouvernance de la confidentialité et (8) des obligations de respecter les droits des individus en relation avec leurs données personnelles (par exemple, le droit d'accès, de correction et de suppression de leurs données).

Le non-respect par la Société de ces obligations, ou la perception d'un tel non-respect (y compris du fait de prestataires intervenant pour son compte), pourrait engager sa responsabilité et exposer la Société à des sanctions administratives, civiles et pénales, ainsi qu'à des réclamations ou actions de la part de personnes concernées ou de partenaires. À titre d'illustration, en cas de manquement aux dispositions du RGPD, la Société pourrait se voir infliger une amende pouvant atteindre le montant le plus élevé entre 20 millions d'euros et 4 % de son chiffre d'affaires annuel mondial, et les autorités de contrôle disposent par ailleurs de pouvoirs étendus (audits, injonctions, limitations ou interdictions de traitement, etc.). Ces événements pourraient également entraîner une dégradation de l'image de marque de la Société, la perte de confiance de ses clients et partenaires, ainsi que des coûts significatifs de mise en conformité ou de remédiation, et, de manière générale, avoir un effet défavorable significatif sur ses activités, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives de développement.

4. Risques financiers

4.1 *Risque de liquidité des titres*

À la suite de l'offre publique d'achat simplifiée (OPAS), le flottant de l'action de la Société est très limité (environ 2,32 % du capital [à la date du présent document]), ce qui pourrait entraîner une volatilité accrue du cours et une liquidité réduite du titre. Bien que les actions de la Société soient admises aux négociations sur Euronext Paris, ce faible flottant peut limiter le volume de titres effectivement échangés, de sorte que des ordres d'achat ou de vente, même d'un montant limité, sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur le cours de l'action.

Dans ce contexte, il pourrait être difficile pour les actionnaires de céder ou d'acquérir un nombre significatif de titres dans des délais courts, ou sans influencer défavorablement le cours de l'action, ce qui pourrait également se traduire par un écart plus important entre les prix d'achat et de vente proposés sur le marché. La liquidité réduite du titre peut ainsi accroître la volatilité du cours et rendre plus difficile la formation d'un prix reflétant pleinement les fondamentaux et les perspectives de la Société.

Par ailleurs, ce niveau limité de flottant et de liquidité pourrait, le cas échéant, restreindre la capacité de la Société à lever des capitaux additionnels sur le marché ou à recourir à certains instruments de financement fondés sur l'émission de titres, y compris dans le cadre d'opérations réalisées sur Euronext Paris. Par ailleurs, cela peut influencer la valorisation de la Société, ladite valorisation pouvant être décorrélée de la valeur réelle de la Société.

Dans l'hypothèse où la Société déciderait de procéder à de nouvelles opérations de financement en capital ou quasi-capital, il n'existe aucune garantie qu'elle serait en mesure de les réaliser dans des conditions jugées acceptables, voire de les réaliser du tout, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur ses perspectives, son activité et sa situation financière.

4.2 *Risque lié à la conclusion de financement*

Au 31 décembre 2025, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissent à 1.839.738 euros. La Société dispose des fonds nécessaires pour couvrir ses besoins opérationnels pour les 12 prochains mois.

La mise en œuvre du plan de développement de la Société, incluant notamment le déploiement de ses activités de clubs auprès d'investisseurs et d'entrepreneurs, pourrait nécessiter le recours à des financements complémentaires. Dans ce contexte, la Société pourrait ainsi être amenée à rechercher de nouveaux financements, qu'il s'agisse de levées de fonds en capital, d'émissions de titres donnant accès au capital, de dettes bancaires ou d'autres instruments de financement.

Il existe un risque que ces financements ne puissent pas être obtenus dans les délais souhaités, dans les montants nécessaires ou à des conditions jugées acceptables par la Société, en raison notamment de l'évolution des conditions de marché, de l'intérêt des investisseurs, de la perception du risque attaché au modèle d'affaires de la Société ou de la performance opérationnelle et financière effectivement constatée. La condition de financements supplémentaires pourrait entraîner une augmentation des charges financières et s'accompagner de la mise en place de clauses restrictives, telles que des limitations à la capacité de la Société de contracter de nouvelles dettes, de distribuer des dividendes ou d'effectuer certaines opérations significatives.

La recherche et la mise en place de ces financements pourraient par ailleurs mobiliser une part significative du temps et des ressources de l'équipe dirigeante, au détriment de la gestion et du développement opérationnel de l'activité.

Dans l'hypothèse où la Société ne parviendrait pas à obtenir les financements nécessaires dans des conditions jugées acceptables ou dans des délais adaptés à ses besoins, son activité, son organisation, sa situation financière et ses perspectives de développement pourraient en être affectées. Elle pourrait notamment ne pas être en mesure de déployer ou d'étendre ses activités comme envisagé, ni de saisir certaines opportunités de croissance.

4.3 Risque de dilution

Afin de financer tout ou partie de ses besoins de trésorerie et de soutenir la mise en œuvre de son plan de développement, la Société pourrait être amenée à faire appel au marché et à procéder à de nouvelles opérations de financement, notamment par l'émission d'actions nouvelles et/ou d'instruments financiers donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société. De telles opérations seraient susceptibles d'entraîner une dilution complémentaire de la participation des actionnaires existants.

En outre, la Société sera amenée à attribuer des instruments (bons de souscription d'actions, attribution gratuite d'actions, etc.) pour fidéliser ses équipes et partenaires, ce qui viendrait augmenter le risque de dilution. Ces opérations interviendraient dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur et, le cas échéant, des positions de l'AMF.

La réalisation de telles opérations de financement pourrait entraîner une dilution supplémentaire pour les actionnaires existants, potentiellement significative, de la participation des actionnaires de la Société et peser défavorablement sur la valeur de leurs titres.

4.4 Risques liés aux capitaux propres négatifs

Au 31 décembre 2025, les capitaux propres de la Société sont négatifs et s'élèvent à -1.265.288 euros, pour un capital social de 93.119,70 euros. Cette situation résulte notamment des pertes enregistrées au titre des exercices antérieurs et reflète le stade de développement actuel de la Société ainsi que les investissements engagés dans le déploiement de son modèle économique.

La Société est constituée sous la forme de société en commandite par actions (SCA). En vertu de l'article L. 226-1 du Code de commerce, les règles applicables aux sociétés anonymes, et notamment l'article L. 225-248 du même Code, s'appliquent aux SCA dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions particulières qui leur sont propres. Dès lors que, du fait de pertes constatées dans les comptes, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié de son capital social, le ou les gérants et les associés commandités sont tenus, dans les quatre mois suivant l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (commanditaires) afin qu'elle se prononce sur une éventuelle dissolution anticipée de la Société ou sur la poursuite de l'activité, conformément à l'article L. 225-248 du Code de commerce.

En cas de décision de poursuite de l'activité, la Société doit, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, soit reconstituer ses capitaux propres à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social, soit réduire son capital social afin de les rétablir à ce niveau, sous réserve notamment des dispositions de l'article L. 224-2 du Code de commerce. Dans ce cadre, la

Société devra consulter ses actionnaires dans les meilleurs délais afin qu'ils se prononcent sur la poursuite de l'activité et sur les opérations envisagées pour reconstituer les capitaux propres (par exemple des opérations sur le capital et/ou un renforcement des fonds propres).

En l'absence de mise en œuvre effective, dans les délais prévus par la loi, de mesures permettant de reconstituer les capitaux propres à un niveau conforme aux exigences de l'article L. 225-248 du Code de commerce, la Société, en sa qualité de SCA, s'exposerait à un risque de demande de dissolution judiciaire par tout intéressé, après expiration des délais légaux. Une telle situation pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la continuité d'exploitation de la Société, ses perspectives de développement, sa situation financière ainsi que sur la valeur et la liquidité de ses actions.

V. RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Le présent rapport sur le gouvernement d'entreprise est établi en application des articles L. 226-10-1, L.22-10-76 et L. 22-10-78 du Code de commerce, et a pour objet de présenter l'organisation des organes d'administration et de direction de la Société.

Il a vocation à être complété par le rapport annuel du Conseil de surveillance prévu à l'article 15.4 des statuts qui sera mis à disposition des actionnaires en vue de la prochaine assemblée générale ordinaire annuelle. Le présent rapport sur le gouvernement d'entreprise sera présenté à l'assemblée générale annuelle devant statuer sur l'exercice clos le 31 décembre 2025.

L'exercice clos le 31 décembre 2025 couvre une période de transition de la gouvernance en raison de l'acquisition du Bloc de Contrôle et la réorganisation des activités de la Société (*se référer à la section II du présent rapport pour plus de détails*). La Société était constituée sous forme de société anonyme (SA) tout au long de l'exercice 2025, ainsi que du 1^{er} janvier 2026 au 19 janvier 2026, puis sous forme de société en commandite par actions (SCA) depuis le 19 janvier 2026. Les comptes de l'exercice 2025 ont été arrêtés postérieurement à la transformation en SCA.

1. Gouvernance sous forme de SA (du 1er janvier 2025 au 19 janvier 2026)

1.1. Période du 1er janvier au 6 novembre 2025 (avant acquisition du Bloc de Contrôle)

Jusqu'au 6 novembre 2025, la Société était une société anonyme à conseil d'administration, contrôlée par le groupe Unibail-Rodamco-Westfield (URW). Le conseil d'administration était composé comme suit :

- Mme Anne-Sophie Sancerre, Présidente du Conseil d'administration et Directrice Générale ;
- Mme Florence Samaran, administratrice ;
- M. David Zeitoun, administrateur.

1.2. Période du 6 novembre 2025 au 19 janvier 2026 (post-acquisition)

Suite à l'acquisition du Bloc de Contrôle le 6 novembre 2025, le Conseil d'administration s'est réuni le même jour. Les décisions suivantes ont été prises à l'unanimité :

Transition des mandats – Le Conseil a pris acte de la démission de Mme Anne-Sophie Sancerre (Présidente du CA et Directrice Générale), M. David Zeitoun (administrateur) et Mme Florence Samaran (administratrice), avec effet à la date de la cession du Bloc de Contrôle, ainsi que de la prise d'effet des nominations de cinq nouveaux administrateurs votée sous condition suspensive de la réalisation définitive de la Cession du Bloc de Contrôle par l'assemblée générale du 22 septembre 2025.

Le Conseil d'administration était dès lors composé comme suit :

- M. Éric Larchevêque, Président du Conseil d'administration et Directeur Général (fonctions non disjointes, pour la durée de son mandat d'administrateur, soit jusqu'à l'AG statuant sur les comptes 2030) ;
- M. Nathan B.Pissaro, administrateur (absent et excusé lors du CA du 6 novembre) ;
- Mme Celmina Iveta Larchevêque, administratrice ;
- Mme Delphine Colombet, administratrice indépendante⁶ ;

⁶ Conformément aux recommandations du Code AFEP-MEDEF, prises en compte par la Société lors de l'assemblée générale du 22 septembre 2025, l'indépendance des administrateurs s'apprécie notamment au regard

– M. Steve Levy, administrateur indépendant.

Comité Ad Hoc – Conformément à l’article 261-1, III du Règlement général de l’AMF, le Conseil d’administration a constitué un comité ad hoc composé de trois membres dont deux indépendants : Mme Delphine Colombet (présidente du Comité, administratrice indépendante), M. Steve Levy (administrateur indépendant) et M. Éric Larchevêque. Le Comité Ad Hoc a été chargé de formuler une recommandation sur le choix de l’expert indépendant, de superviser ses travaux et de préparer le projet d’avis motivé du Conseil d’administration sur le projet d’offre publique d’achat simplifiée (OPAS) obligatoire visant les actions de la Société.

Expert indépendant – Sur recommandation du Comité Ad Hoc, le Conseil d’administration a désigné à l’unanimité le cabinet Crowe HAF, représenté par M. Olivier Grivillers, en qualité d’expert indépendant, en application des articles 261-1, I-1° et 4° et 262-1 du Règlement général de l’AMF, avec pour mission d’établir un rapport sur les conditions financières de l’OPAS sous forme d’attestation d’équité.

Transfert du siège social – Le Conseil a décidé de transférer le siège social du 7, place du Chancelier Adenauer, 75016 Paris au 10, rue de la Bourse, 75002 Paris. Ce transfert a été ratifié par l’AGM.

2. Gouvernance sous forme de SCA (depuis le 19 janvier 2026)

La transformation de la Société en SCA a pris effet le 19 janvier 2026. Le conseil d’administration a été dissous de plein droit du seul fait de la réalisation de la transformation (résolution n°4 de l’AGM).

2.1. Associé commandité

Financière Larchevêque, SAS au capital de 2.000 euros, dont le siège social est situé Bureau 326, 78 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 993 334 358, a accepté la qualité d’associé commandité (résolution n°7 de l’AGM).

En cette qualité, Financière Larchevêque est tenue indéfiniment et solidairement des dettes sociales. Elle dispose d’un droit de veto sur toute modification des statuts (article L. 226-11 du Code de commerce) et participe à la nomination et à la révocation du Gérant.

2.2. Gérance

M. Éric Larchevêque, né le 30 septembre 1973 à Boulogne-Billancourt (92), de nationalité française, a été nommé Gérant pour une durée de quatre (4) ans (résolution n°8 de l’AGM du 19 Janvier 2026). Aucune rémunération ne lui a été attribuée d’ici à l’assemblée générale annuelle.

Conformément à l’article 12 des statuts, le Gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l’objet social. Sous réserve des pouvoirs attribués par la loi ou les statuts aux assemblées générales et au Conseil de surveillance, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle les affaires qui la concerne.

des critères suivants : l’intéressé ne doit pas avoir été salarié ni avoir exercé de fonctions exécutives au cours des cinq dernières années, ni détenu de mandat au sein du groupe ou de ses sociétés liées, ni entretenir de relation d’affaires significative avec la Société (en qualité notamment de client, fournisseur, banquier ou conseil), ni avoir de lien familial proche avec un mandataire social, ni avoir été commissaire aux comptes de la Société au cours des cinq dernières années, et ne doit pas être administrateur de la Société depuis plus de douze ans.

2.3. Conseil de surveillance

A la date du présent rapport, le Conseil de surveillance est composé des membres suivants, nommés par l'AGM (résolution n°9) pour une durée de quatre (4) ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028 :

Membre	Fonction	Indépendance ⁷	date de fin de mandat
Madame Delphine Colombet	Membre du CS (Nomination par AGM du 19 janvier 2026) Présidente du Conseil de surveillance (Nomination à cette fonction par CS du 24 mars 2026)	Oui	AG 2029 (comptes 2028)
Monsieur Steve Levy	Membre du CS (Nomination par AGM du 19 janvier 2026) Vice-Président du Conseil de surveillance (Nomination à cette fonction par CS du 24 mars 2026)	Oui	AG 2029 (comptes 2028)
Monsieur Édouard Loigerot	Membre du CS (Nomination par AGM du 19 janvier 2026) Secrétaire du Conseil de surveillance (Nomination à cette fonction par CS du 24 mars 2026)	Non	AG 2029 (comptes 2028)

Aucune rémunération n'a été attribuée aux membres du Conseil de surveillance d'ici à l'assemblée générale annuelle.

Appréciation de l'indépendance des membres du Conseil de surveillance

Conformément à la recommandation R3 du code Middlednext, le Conseil de surveillance comprend au moins deux membres indépendants. L'indépendance de chaque membre est examinée au cas par cas par le Conseil, lors de sa première nomination puis chaque année au moment de la rédaction du rapport sur le gouvernement d'entreprise.

L'indépendance est appréciée au regard des cinq critères suivants, qui caractérisent l'absence de relation financière, contractuelle, familiale ou de proximité significative susceptible d'altérer l'indépendance du jugement :

- ne pas avoir été, au cours des cinq dernières années, et ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la Société ou d'une société de son groupe ;

⁷ Les critères d'indépendance du code AFEP-MEDEF s'appliquent indifféremment aux membres d'un conseil d'administration et d'un conseil de surveillance. La transformation de la Société en société en commandite par actions n'emporte pas, en elle-même, remise en cause de la qualification d'indépendance des administrateurs devenus membres du Conseil de surveillance.

Madame Delphine Colombet et Monsieur Steve Levy, précédemment qualifiés d'indépendants, conservent à ce jour cette qualification. L'adoption du code Middlednext en substitution du code AFEP-MEDEF n'emporte pas, en elle-même, remise en cause de cette appréciation.

Monsieur Édouard Loigerot n'est pas qualifié de membre indépendant à la date du présent rapport.

- ne pas avoir été, au cours des deux dernières années, et ne pas être en relation d'affaires significative avec la Société ou son groupe (client, fournisseur, concurrent, prestataire, créancier, banquier) ;
- ne pas être actionnaire de référence de la Société ou détenir un pourcentage de droits de vote significatif ;
- ne pas avoir de relation de proximité ou de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence ;
- ne pas avoir été, au cours des six dernières années, commissaire aux comptes de la Société.

Le code Middlenext précise que l'indépendance est également un état d'esprit, celui d'une personne capable d'exercer pleinement sa liberté de jugement. Il appartient au Conseil d'examiner au cas par cas la situation de chacun de ses membres. Le Conseil peut, sous réserve de justifier sa position, considérer qu'un de ses membres est indépendant alors qu'il ne remplit pas l'ensemble de ces critères, ou inversement.

La Société ayant décidé, lors de la réunion du Conseil de surveillance du 24 mars 2026, de se référer au code Middlenext en substitution du code AFEP-MEDEF (*Cf. section V.6. ci-dessous*), il est précisé que ce changement de référentiel n'emporte pas, en lui-même, remise en cause de la qualification d'indépendance des membres du Conseil de surveillance, les critères d'indépendance retenus par ces deux codes étant substantiellement convergents.

À la suite de la transformation de la Société en société en commandite par actions par l'assemblée générale mixte du 19 janvier 2026, Madame Delphine Colombet et Monsieur Steve Levy, précédemment administrateurs de la Société, ont été nommés membres du Conseil de surveillance. Ces derniers étaient qualifiés d'administrateurs indépendants sous l'empire du code AFEP-MEDEF préalablement à la transformation de la Société, qualification qui n'a pas été remise en cause à ce jour.

Monsieur Édouard Loigerot a été nommé membre du Conseil de surveillance lors de cette même assemblée générale du 19 janvier 2026. La question de sa qualification au regard des critères d'indépendance n'ayant pas été examinée à cette occasion, il n'est pas, à la date du présent rapport, qualifié de membre indépendant.

À la date du présent rapport, le Conseil de surveillance n'a pas encore procédé à un réexamen formel de la situation de chacun de ses membres au regard des recommandations du code Middlenext. Sur la base des éléments dont elle dispose à ce jour, la Société n'a pas identifié de situation de nature à remettre en cause les qualifications d'indépendance retenues s'agissant de Madame Delphine Colombet et de Monsieur Steve Levy.

Le Conseil de surveillance procédera à un réexamen formel de la situation de chacun de ses membres lors d'une prochaine réunion et confirmera, le cas échéant, de manière motivée, les qualifications d'indépendance.

En conséquence, le Conseil de surveillance considère que Madame Delphine Colombet (Présidente) et Monsieur Steve Levy (Vice-Président) répondent aux critères d'indépendance du code Middlenext. Monsieur Édouard Loigerot (Secrétaire) n'est pas qualifié de membre indépendant.

Le Conseil de surveillance comprend ainsi deux membres indépendants sur trois, soit les deux tiers de ses membres, ce qui est supérieur au ratio minimum d'un tiers recommandé par le code pour les sociétés à actionnariat contrôlé.

Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de surveillance

Les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de surveillance sont définies par les articles 14.1 à 14.4 des statuts, qui prévoient notamment que le Conseil se réunit sur convocation de son président ou de la Gérance, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins deux fois par an. Les convocations sont adressées par tous moyens établissant preuve en matière commerciale, sept jours ouvrables au moins avant la réunion. Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés, et les décisions sont prises à la majorité des voix. La Gérance est convoquée et peut assister aux séances mais sans voix délibérative.

Le Conseil de surveillance s'est réuni pour la première fois le 24 mars 2026, l'ensemble de ses membres étant présents. L'ordre du jour de cette première réunion a porté sur l'élection de la Présidente, du Vice-Président et du Secrétaire du Conseil, l'adoption du code MiddleNext comme code de gouvernement d'entreprise de référence, et l'organisation du comité spécialisé tenant lieu de comité d'audit.

Un règlement intérieur du Conseil de surveillance, précisant notamment les règles de fonctionnement du Conseil et du comité d'audit, les obligations de confidentialité et de déontologie boursière applicables à ses membres, ainsi que les modalités pratiques d'exercice des fonctions de contrôle, sera adopté lors d'une prochaine réunion.

Le Conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion. Conformément à l'article 15.3 des statuts, il doit notamment donner son accord préalable pour : la nomination de nouveaux Gérants, toute décision relative à la rémunération des Gérants, toute cession de Bitcoins, tout changement de stratégie (notamment en matière de crypto-monnaies), toute décision de distribution de dividendes ou de rachat d'actions propres et en cas de changement de contrôle de l'associé commandité.

3. Commissaires aux comptes

Cabinet	Adresse	Date de nomination	date de fin de mandat
Deloitte & Associés	6 place de la Pyramide, 92908 Paris-La Défense	8 juin 2022	AG statuant sur comptes 2027
KPMG S.A.	Tour Eqho, 2 av. Gambetta, 92066 Paris-La Défense	2 juin 2016	AG statuant sur comptes 2027

Les mandats des commissaires aux comptes ont été maintenus lors de la transformation en SCA.

4. Comité d'audit

Conformément aux dispositions de l'article L. 821-67 du Code de commerce, la Société, en sa qualité d'entité d'intérêt public, est tenue de disposer d'un comité spécialisé agissant sous la responsabilité de l'organe de surveillance, chargé d'assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières.

Par décision du Conseil de surveillance en date du 24 mars 2026, et conformément au 4° de l'article L. 821-68 du Code de commerce, le Conseil de surveillance a décidé d'exercer lui-même, en formation plénière, les missions du comité spécialisé tenant lieu de comité d'audit.

Ce choix est conforme à la recommandation R7 (« Mise en place de comités ») du code de gouvernement d'entreprise MiddleNext adopté par la Société comme code de référence lors de cette même réunion.

Les missions exercées par le Conseil de surveillance en sa qualité de comité d'audit sont notamment les suivantes : le suivi du processus d'élaboration de l'information financière, le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, l'émission de recommandations sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation ou au renouvellement par l'assemblée générale, le suivi de la réalisation des missions des commissaires aux comptes, et le suivi de l'indépendance des commissaires aux comptes.

Conformément aux exigences de l'article L. 821-67 II du Code de commerce, il est précisé que Madame Delphine Colombet, Présidente du Conseil de surveillance et membre indépendant, présente des compétences particulières en matière financière et comptable.

La première réunion du Conseil de surveillance agissant en qualité de comité d'audit s'est tenue le 27 mars 2026, en présence des commissaires aux comptes de la Société.

5. Rémunérations et politique de rémunération des mandataires sociaux

5.1. Rémunérations versées ou attribuées aux mandataires sociaux au titre de l'exercice 2025 (vote "ex-post")

Conformément aux articles L. 22-10-34 et L.22-10-77 du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice antérieur aux mandataires sociaux font l'objet d'un vote de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice (et, pour les sociétés en commandite par actions, d'un vote des associés commandités).

L'exercice 2025 couvre deux périodes de gouvernance distinctes.

1) Période du 1er janvier au 6 novembre 2025 (SA sous contrôle URW) :

Le Conseil d'administration était composé de Madame Anne-Sophie Sancerre (Présidente du Conseil d'administration et Directrice Générale), Madame Florence Samaran et Monsieur David Zeitoun.

Sur la base des informations communiquées par le groupe URW, aucune rémunération n'a été versée ou attribuée par la Société à Madame Anne-Sophie Sancerre, Madame Florence Samaran et Monsieur David Zeitoun au titre de leur mandat d'administrateur pour cette période. Il est précisé que les mandataires sociaux en fonction au cours de cette période étaient rémunérés, le cas échéant, directement par le groupe URW et non par la Société.

2) Période du 6 novembre 2025 au 31 décembre 2025 (SA post-acquisition) :

Le conseil d'administration a été recomposé par décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 22 septembre 2025. Monsieur Éric Larchevêque exerçait les fonctions de Directeur Général et de Président du Conseil d'administration. Aucune rémunération directe ne lui a été versée par la Société au titre de cette période. Les autres administrateurs (Monsieur Nathan B. Pissaro, Madame Celmina Iveta Larchevêque, Monsieur Steve Levy, Madame Delphine Colombet) n'ont perçu aucune rémunération au titre de leur mandat.

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-77 du Code de commerce, l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes pour l'exercice 2025 et l'associé commandité seront appelés à statuer, dans le cadre des votes "ex-post", sur les éléments de rémunération versés ou attribués aux mandataires sociaux au titre de l'exercice 2025.

Évolution annuelle des performances de la Société et des rémunérations

Conformément à l'article L. 22-10-9 I 7° du Code de commerce, les informations relatives à l'évolution annuelle de la rémunération des mandataires sociaux, des performances de la Société et de la rémunération moyenne des salariés au cours des cinq exercices les plus récents doivent être présentées.

La nouvelle activité opérationnelle de la Société n'ayant débuté qu'en décembre 2025, à la suite de l'acquisition du Bloc de Contrôle et du lancement de l'activité SKL Club, les données relatives aux exercices antérieurs ne sont pas significatives et ne permettent pas une comparaison pertinente. En conséquence, seules les données relatives à l'exercice 2025 sont présentées :

	Exercice 2025
Rémunération du Gérant	néant
Rémunération de la Présidente du Conseil de surveillance	néant
Chiffre d'affaires	114 326 €
Résultat net	(1 491 556) €
Rémunération moyenne des salariés	N/A (aucun salarié)

5.2. Politique de rémunération des mandataires sociaux applicable à compter de l'exercice 2026 (vote "ex-ante")

5.2.1. Cadre juridique et contexte

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-76 du Code de commerce, la rémunération du Gérant et la rémunération des membres du Conseil de surveillance sont déterminées conformément à une politique de rémunération, conforme à l'intérêt social de la Société, contribuant à sa pérennité et s'inscrivant dans sa stratégie commerciale.

Il est rappelé qu'en application du III de l'article L. 22-10-76, aucun élément de rémunération des mandataires sociaux, de quelque nature que ce soit, ne peut être déterminé, attribué ou versé s'il n'est pas conforme à une politique de rémunération approuvée par l'assemblée générale et l'associé commandité.

La présente politique de rémunération, établie conformément à l'article R. 22-10-40 du Code de commerce, a été arrêtée par le Conseil de surveillance lors de sa réunion du 8 avril 2026. Elle sera soumise à l'approbation « ex-ante » de l'assemblée générale mixte statuant sur les comptes de l'exercice 2025 (prévue le 15 juin 2026) et à l'accord de l'associé commandité, conformément au II de l'article L. 22-10-76 du Code de commerce et aux articles 21.5 et 21.6 des statuts.

La Société ayant été transformée en société en commandite par actions le 19 janvier 2026, et le Conseil de surveillance ne s'étant réuni pour la première fois que le 24 mars 2026, il s'agit de la première politique de rémunération établie par le Conseil de surveillance.

Contribution à la stratégie et à la pérennité de la Société

La politique de rémunération vise à accompagner le déploiement de la stratégie de la Société, centrée sur le développement d'un écosystème à destination des entrepreneurs et des investisseurs et la création de valeur à long terme pour l'ensemble des actionnaires. Dans ce contexte de démarrage, la politique de rémunération se caractérise par la modération des rémunérations directes, la préservation de la trésorerie disponible et le recours privilégié à des

mécanismes d'intéressement à long terme alignant les intérêts des mandataires sociaux avec ceux des actionnaires.

Processus de décision

En application de l'article 12 des statuts et de l'article L. 22-10-76 du Code de commerce, les éléments de la politique de rémunération s'appliquant au Gérant sont établis par le Conseil de surveillance. La rémunération des membres du Conseil de surveillance est déterminée par l'assemblée générale ordinaire conformément à l'article 16 des statuts et au troisième alinéa du I de l'article L.22-10-76.

En l'absence de comité de rémunération distinct, le Conseil de surveillance, réuni en formation plénière, exerce directement les missions d'examen et de proposition en matière de rémunération des mandataires sociaux. Cette organisation est conforme au code de gouvernement d'entreprise MiddleNext pour les valeurs moyennes et petites (recommandation n°7 relative à la mise en place de comités), adopté par le Conseil de surveillance le 24 mars 2026 comme code de référence. Le Gérant ne participe pas aux délibérations du Conseil de surveillance relatives à sa propre rémunération. Le Conseil de surveillance veille à la prévention des conflits d'intérêts dans la détermination de la rémunération des mandataires sociaux.

Prise en compte des conditions de rémunération et d'emploi des salariés

Au 31 décembre 2025, la Société n'emploie aucun salarié. Les activités opérationnelles sont assurées par des prestataires externes. Le Conseil de surveillance ne dispose donc pas, à ce stade, d'éléments de comparaison internes. La politique de rémunération sera réexaminée au regard de ce critère lorsque la Société procédera à ses premiers recrutements.

5.2.2. Politique de rémunération du Gérant pour l'exercice 2026 (« ex-ante »)

Le Gérant de la Société est M. Éric Larchevêque, nommé le 19 janvier 2026 pour une durée de quatre ans (résolution n°8 de l'AGM).

La politique de rémunération du Gérant pour l'exercice 2026 comprend les éléments suivants :

– *Rémunération fixe.* Le Conseil de surveillance a fixé, lors de sa réunion du 8 avril 2026, la rémunération fixe annuelle brute du Gérant à 20.000 euros au titre de l'exercice 2026. Ce montant sera versé en une seule fois au mois de décembre de chaque année. Au titre de l'exercice 2026, le versement interviendra en décembre 2026, sous réserve de l'approbation préalable de la politique de rémunération par l'assemblée générale mixte du 15 juin 2026 (vote "ex-ante"). Ce niveau de rémunération reflète le stade de développement de la Société et la volonté de préserver la trésorerie. Il sera réexaminé chaque année par le Conseil de surveillance.

– *Rémunération variable annuelle.* Aucune rémunération variable annuelle n'est prévue au titre de l'exercice 2026. Le Conseil de surveillance se réserve la possibilité d'introduire une composante variable pour les exercices ultérieurs, le cas échéant indexée sur des critères de performance quantitatifs et qualitatifs définis par le Conseil de surveillance et soumise au vote de l'assemblée générale.

– *Rémunération variable pluriannuelle.* Aucune rémunération variable pluriannuelle n'est prévue.

– *Rémunération exceptionnelle.* Aucune rémunération exceptionnelle n'est prévue au titre de l'exercice 2026.

– *Avantages en nature.* Aucun avantage en nature n'est attribué au Gérant.

– *Instruments d'intéressement à long terme.* L'AGM a conféré à la Gérance des délégations permettant la mise en place d'instruments d'intéressement à long terme : attribution gratuite d'actions (résolution n°23), options de souscription et/ou d'achat d'actions (résolution n°24) et bons de souscription d'actions (résolution n°25), chacun dans la limite de 15 % du capital social. Le Gérant est éligible au bénéfice de ces instruments, sous réserve de l'accord préalable du Conseil de surveillance (article 15.3 des statuts). À la date du présent rapport, aucun plan d'intéressement n'a été mis en œuvre. Les conditions d'attribution éventuelles (critères de performance, période d'acquisition, obligation de conservation) seront déterminées par le Conseil de surveillance, conformément à la recommandation n°21 du code MiddleNext relative aux stock-options et attributions gratuites d'actions.

– *Indemnités liées à la prise de fonctions.* Aucune indemnité de prise de fonctions n'a été ni ne sera versée au Gérant.

– *Indemnités ou avantages liés à la cessation ou au changement de fonctions.* Aucune indemnité de départ, aucune clause de non-concurrence rémunérée, ni aucun avantage lié à la cessation ou au changement de fonctions n'est prévu au bénéfice du Gérant (recommandation n°19 du code MiddleNext).

– *Régime de retraite supplémentaire.* Le Gérant ne bénéficie d'aucun régime de retraite supplémentaire à la charge de la Société (recommandation n°20 du code MiddleNext).

– *Restitution de la rémunération variable.* Aucune rémunération variable n'étant prévue au titre de l'exercice 2026, aucun mécanisme de restitution n'est mis en place à ce stade.

– *Contrat de travail ou de prestation de services.* Aucun contrat de travail ni contrat de prestation de services n'a été conclu entre le Gérant et la Société (recommandation n°18 du code MiddleNext).

– *Durée du mandat et conditions de cessation.* Conformément à l'article 12 des statuts, le Gérant est nommé pour une durée de quatre ans. Il peut être révoqué à tout moment pour incapacité ou sur juste motif par décision unanime des commandités, après avis du Conseil de surveillance, ou pour cause légitime par décision de justice. En cas de démission, un préavis de trois mois est applicable.

Proportion relative des éléments de rémunération. Au titre de l'exercice 2026, la rémunération totale du Gérant se décompose comme suit : rémunération fixe 20.000 euros (100 % de la rémunération directe) ; rémunération variable néant (0 %) ; rémunération exceptionnelle néant (0 %) ; avantages en nature néant.

Application aux gérants nouvellement nommés. En cas de nomination d'un nouveau Gérant, la présente politique de rémunération lui serait applicable dans l'attente, le cas échéant, de l'approbation par l'assemblée générale de toute modification de la politique.

5.2.3. Politique de rémunération des membres du Conseil de surveillance pour l'exercice 2026 (« ex-ante »)

Conformément à l'article 16 des statuts, il peut être alloué au Conseil de surveillance une rémunération annuelle dont le montant est déterminé par l'assemblée générale ordinaire et

demeure maintenu jusqu'à décision contraire de cette assemblée. Le Conseil de surveillance répartit cette rémunération entre ses membres dans les proportions qu'il juge convenables. Il est noté que la recommandation n°12 du code MiddleNext préconise l'attribution d'une rémunération minimale aux membres du Conseil ; au regard du stade de développement de la Société et de ses capacités financières actuelles, le Conseil de surveillance a estimé qu'il n'y avait pas lieu d'allouer de rémunération à ses membres au titre de l'exercice 2026.

Conformément à la résolution n°9 de l'AGM, aucune rémunération n'a été ou ne sera attribuée aux membres du Conseil de surveillance d'ici à la prochaine assemblée générale annuelle.

Aucune rémunération n'est prévue au titre de l'exercice 2026. Les membres du Conseil de surveillance ne perçoivent aucune rémunération fixe, variable ou exceptionnelle, aucun avantage en nature, et ne bénéficient d'aucune indemnité liée à la prise ou à la cessation de leurs fonctions, ni d'aucun régime de retraite supplémentaire à la charge de la Société. Ils peuvent obtenir le remboursement des frais raisonnables engagés dans l'exercice de leur mandat, sur présentation de justificatifs.

5.2.4. Politique de rémunération de l'associé commandité pour l'exercice 2026 (« *ex-ante* »)

Conformément à l'article 20.4 des statuts, l'associé commandité, Financière Larchevêque, ne perçoit aucune rémunération au titre de sa qualité de commandité et ne bénéficie d'aucun droit à dividende précipitaire, ni d'aucune forme d'intéressement spécifique au résultat de la Société. Aucune rémunération n'est prévue au titre de l'exercice 2026.

Conformément à l'article R. 22-10-40 I 7° du Code de commerce, il est précisé que les commandités n'ont pas prévu de possibilité de dérogation à la présente politique de rémunération au sens du deuxième alinéa du IV de l'article L. 22-10-76 du Code de commerce.

6. Code de gouvernement d'entreprise

Il est rappelé que la Société, sous sa forme antérieure de société anonyme, se référait au code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF.

Par décision du Conseil de surveillance en date du 24 mars 2026, la Société a adopté le code de gouvernement d'entreprise MiddleNext pour les valeurs moyennes et petites (dans sa version révisée de septembre 2021) comme code de référence, en remplacement du code AFEP-MEDEF. Ce changement est motivé par la transformation de la Société en société en commandite par actions, la modification de la nature de ses activités et sa taille.

Conformément à l'article L. 22-10-78 du Code de commerce, la Société applique ce code selon le principe « appliquer ou expliquer » (comply or explain).

Conformément à l'article L. 22-10-10 4° du Code de commerce, le tableau ci-dessous présente, pour chacune des vingt-deux recommandations du code MiddleNext, le degré d'application par la Société ainsi que, le cas échéant, les raisons pour lesquelles certaines recommandations ne sont pas appliquées ou ne le sont que partiellement.

Compte tenu du caractère très récent de la transformation de la Société en SCA (19 janvier 2026) et de la constitution de ses organes de gouvernance, certaines recommandations sont en cours de mise en œuvre ou partiellement appliquées. La mise en conformité sera poursuivie au cours des prochains exercices.

Recommandation MiddleNext	Statut	Commentaire
R1 — Déontologie des membres du Conseil	En cours	Les membres du CS s'engagent à agir dans l'intérêt social de la Société. Les règles de déontologie (confidentialité, déontologie boursière, obligations des membres) seront formalisées dans le règlement intérieur du CS, dont l'élaboration a été mandatée à la Présidente par le CS du 24 mars 2026.
R2 — Conflits d'intérêts	Partiellement appliquée	Les conflits d'intérêts sont gérés au cas par cas dans le cadre des conventions réglementées, le Conseil de surveillance délibérant hors la présence du Gérant partie intéressée. Cette procédure a été concrètement mise en œuvre lors de la réunion du Conseil de surveillance du 22 avril 2026, au cours de laquelle les conventions réglementées conclues entre la Société et la société ELIV (décrites à la section III.13 du présent rapport) ont été autorisées en l'absence du Gérant, intéressé, et la Présidente du Conseil de surveillance a été mandatée pour signer ces conventions au nom de la Société. Toutefois, la procédure annuelle de révélation et de suivi des conflits d'intérêts prévue par le code n'est pas encore formalisée. De même, la procédure d'évaluation des conventions courantes (article L. 22-10-12) est en cours de structuration. Ces procédures seront intégrées au règlement intérieur du CS.
R3 — Composition du Conseil, présence de membres indépendants	Appliquée	<p>Le CS comprend deux membres qualifiés d'indépendants sur trois (Madame Delphine Colombet, Présidente, et Monsieur Steve Levy, Vice-Président), soit les deux tiers de ses membres. Ce ratio est supérieur au minimum d'un tiers recommandé par le code pour les sociétés à actionnariat contrôlé.</p> <p>Ces membres, précédemment qualifiés d'indépendants sous l'empire du code AFEP-MEDEF, conservent à ce jour cette qualification, le passage au code Middlednext n'emportant pas, en lui-même, remise en cause de cette appréciation.</p> <p>À la date du présent rapport, le CS n'a pas encore procédé à un réexamen formel de la situation de chacun de ses membres au regard des recommandations du code Middlednext ; ce réexamen sera effectué lors d'une prochaine réunion.</p> <p>L'indépendance de chaque membre est appréciée au regard des critères du code Middlednext (voir section 2.3 du présent rapport).</p>
R4 — Information des membres du Conseil	Appliquée	Les membres du CS reçoivent les documents nécessaires à l'exercice de leur mission avant chaque réunion. Les convocations sont adressées conformément à l'article 14.2 des statuts (sept jours ouvrables, sauf réduction du délai avec l'accord unanime requis par les statuts).
R5 — Formation des membres du Conseil	En cours	Le code recommande la mise en place d'un plan de formation triennal adapté aux spécificités de l'entreprise. Compte tenu du caractère récent de la constitution du CS (24 mars 2026), ce plan sera élaboré et soumis au Conseil lors d'une prochaine réunion. Le Conseil rendra compte de son avancement dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise.
R6 — Organisation des réunions du Conseil et des comités	Partiellement appliquée	Le CS s'est réuni à trois reprises depuis sa constitution : le 24 mars 2026 (CS constitutif, 3/3 membres présents), le 27 mars 2026 (en formation comité d'audit, en présence des CAC) et le 8 avril 2026 (comité d'audit puis organe de surveillance, 2/3 membres présents, M. Levy absent mais

		représenté par M. Loigerot). Le taux de présence ou de représentation est de 100%. Chaque réunion fait l'objet d'un procès-verbal. L'ordre du jour et la documentation sont transmis en amont. Les réunions du comité d'audit se sont tenues hors la présence du Gérant, permettant un échange direct entre les membres et les commissaires aux comptes. Le code recommande un minimum de 4 réunions annuelles ; ce rythme sera apprécié sur année pleine.
R7 — Mise en place de comités	Appliquée	Par décision du 24 mars 2026, le CS dans son ensemble tient lieu de comité spécialisé servant de comité d'audit, conformément au 4° de l'article L. 821-68 du Code de commerce, compte tenu de la taille du Conseil (trois membres). La Présidente, membre indépendant, présente les compétences financières et comptables requises par l'article L. 821-67 II. En l'absence de comité de rémunération distinct, le CS exerce également les missions d'examen en matière de rémunération des mandataires sociaux.
R8 — Mise en place d'un comité spécialisé RSE	En cours	Compte tenu du caractère récent de la transformation, de la taille de la Société et de l'absence de salariés, la mise en place d'un comité RSE sera envisagée au cours des prochains exercices, en fonction du développement de l'activité.
R9 — Mise en place d'un règlement intérieur du Conseil	En cours	Le CS du 24 mars 2026 a mandaté la Présidente pour établir un règlement intérieur précisant les règles de fonctionnement du Conseil et du comité d'audit, les obligations de confidentialité et de déontologie boursière, ainsi que la procédure d'évaluation des conventions courantes. Ce règlement sera soumis au CS pour adoption lors d'une prochaine réunion.
R10 — Choix de chaque membre du Conseil	Appliquée	Conformément à cette recommandation, des informations sur la biographie, la liste des mandats exercés, l'expérience et les compétences de chaque membre du Conseil de surveillance figurent dans le présent rapport sur le gouvernement d'entreprise.
R11 — Durée des mandats des membres du Conseil	Partiellement appliquée	Les membres du CS sont nommés pour une durée de quatre ans (résolution n°9 de l'AGM du 19 janvier 2026), soit jusqu'à l'AG statuant sur les comptes de l'exercice 2028. Le code recommande un renouvellement échelonné des mandats. Les trois membres ayant été nommés simultanément lors de la constitution du CS, un échelonnement des renouvellements pourra être envisagé à l'occasion des prochains renouvellements.
R12 — Rémunération de membre du Conseil au titre de son mandat	Non appliquée	Le code recommande qu'une rémunération minimale soit attribuée aux membres du Conseil, notamment aux membres indépendants. Le CS a estimé qu'il n'y avait pas lieu d'allouer de rémunération à ses membres au titre des exercices 2025 et 2026, au regard du stade de développement de la Société et de ses capacités financières actuelles. Cette question sera réexaminée en fonction de l'évolution de la situation financière de la Société.
R13 — Mise en place d'une évaluation des travaux du Conseil	En cours	Le code recommande qu'une fois par an, la Présidente invite les membres du CS à s'exprimer sur le fonctionnement du Conseil et de ses comités, ainsi que sur la préparation de ses travaux (autoévaluation). Cette discussion est inscrite au procès-verbal de la séance. Cette procédure sera mise en place à l'occasion d'une prochaine réunion du CS.
R14 — Relation avec les actionnaires	En cours	La Société publie un communiqué de presse sur ses résultats annuels et le RFA est déposé auprès de l'AMF et mis à la disposition des actionnaires. La première assemblée générale sous forme de SCA est fixée au 15 juin 2026. Le code recommande notamment que le Conseil

		analyse les votes négatifs en AG, en particulier l'expression de la majorité des minoritaires, et que des moments d'échange avec les actionnaires significatifs soient organisés. Ces dispositions seront mises en œuvre à compter de la tenue de la première AG.
R15 — Politique de diversité et d'équité au sein de l'entreprise	En cours	Compte tenu du caractère récent de la transformation et de l'absence de salariés au 31 décembre 2025, cette recommandation sera mise en œuvre progressivement en fonction du développement de l'activité et des recrutements à venir.
R16 — Définition et transparence de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux	Appliquée	La politique de rémunération est détaillée dans la section V.5.2 du présent rapport (processus de décision, éléments de rémunération, critères). Elle sera soumise au vote de l'assemblée générale du 15 juin 2026 (say on pay). La Société n'employant aucun salarié, le ratio d'équité n'est pas applicable à ce stade.
R17 — Préparation de la succession des dirigeants	En cours	Compte tenu du caractère récent de la nomination du Gérant (19 janvier 2026), un plan de succession sera élaboré au cours des prochains exercices.
R18 — Cumul contrat de travail et mandat social	Appliquée	Le Gérant ne bénéficie d'aucun contrat de travail avec la Société. Ce choix est cohérent avec le statut de gérant de SCA, dont la rémunération est encadrée par la politique de rémunération approuvée par le CS (section V.5.2 du présent rapport).
R19 — Indemnités de départ	Appliquée	Aucune indemnité de départ, aucune clause de non-concurrence rémunérée, ni aucun avantage lié à la cessation de fonctions n'est prévu au bénéfice du Gérant (section V.5.2 du présent rapport).
R20 — Régimes de retraite supplémentaires	Appliquée	Aucun régime de retraite supplémentaire n'a été mis en place au bénéfice du Gérant (section V.5.2 du présent rapport).
R21 — Stock-options et attributions gratuites d'actions	Appliquée	Aucun plan n'est en vigueur à la date du présent rapport. Des délégations ont été conférées par l'AGM (résolutions n°23 à 25). Conformément à cette recommandation, toute attribution au bénéfice de dirigeants serait soumise à des conditions de performance appréciées sur une période d'au moins 3 ans (section V.5.2 du présent rapport).
R22 — Revue des points de vigilance	En cours	Le CS procédera à une revue annuelle des points de vigilance définis par le code MiddleNext à compter de l'exercice 2026.

7. Procédure d'évaluation des conventions courantes

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-12 du Code de commerce, applicable aux sociétés en commandite par actions dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé, le Conseil de surveillance est tenu de mettre en place une procédure permettant d'évaluer régulièrement si les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, au sens de l'article L. 225-39 du Code de commerce (applicable aux SCA en vertu du renvoi de l'article L. 226-10), remplissent bien ces conditions. Les personnes directement ou indirectement intéressées à l'une de ces conventions ne participent pas à son évaluation.

À la date du présent rapport, la Société est en cours de structuration de cette procédure. Le Conseil de surveillance, lors de sa réunion constitutive du 24 mars 2026, a mandaté sa Présidente pour établir un règlement intérieur qui précisera notamment les modalités de cette procédure d'évaluation.

Dans l'attente de l'adoption formelle de cette procédure, les principes suivants sont appliqués :

- toute convention entre la Société et l'une des personnes visées à l'article 17 des statuts (gérants, membres du Conseil de surveillance, actionnaires disposant de plus de 10 % des droits de vote, ou sociétés dans lesquelles ces personnes exercent des fonctions de direction) fait l'objet d'un examen préalable par le Conseil de surveillance afin de déterminer si elle relève du régime des conventions réglementées (articles L. 226-10 et L. 225-38 et suivants du Code de commerce) ou du régime des conventions courantes conclues à des conditions normales (article L. 225-39) ;
 - les critères retenus pour qualifier une convention de « courante » et conclue « à des conditions normales » sont les suivants : la convention porte sur une opération habituelle de la Société, elle est conclue à des conditions comparables à celles pratiquées sur le marché pour des opérations de même nature, et son montant n'est pas significatif au regard de la situation financière de la Société ;
 - le Conseil de surveillance procédera, au moins une fois par an, à une revue des conventions en cours qualifiées de courantes afin de vérifier que les conditions de cette qualification demeurent remplies ;
 - les conventions identifiées comme ne remplissant plus les conditions de l'article L. 225-39 seront soumises à la procédure d'autorisation préalable du Conseil de surveillance prévue par les articles L. 226-10 et L. 225-38 du Code de commerce et l'article 17 des statuts.
- La formalisation définitive de cette procédure dans le règlement intérieur du Conseil de surveillance interviendra dans les meilleurs délais.

7bis. Conventions conclues par un dirigeant ou un actionnaire significatif de la Société avec une société contrôlée

Conformément aux dispositions de l'article L.225-37-4, 2° du Code de commerce, aucune convention n'est intervenue, directement ou par personne interposée, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, entre, d'une part, un mandataire social ou un administrateur de la Société (celle-ci ayant été constituée sous forme de société anonyme pendant l'intégralité de l'exercice) ou un actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % de la Société, et, d'autre part, une société contrôlée par la Société au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

À la clôture de l'exercice 2025, la Société ne contrôlait aucune société au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

Pour une présentation des conventions réglementées conclues au cours de l'exercice 2025, il est renvoyé à la section III.13 « Conventions réglementées » du présent rapport.

8. Modalités de participation des actionnaires à l'assemblée générale

Les modalités de participation des actionnaires aux assemblées générales sont définies par l'article 21 des statuts.

Les assemblées générales sont convoquées par le Conseil de surveillance ou la Gérance dans les conditions fixées par la loi (article 21.1). Le droit de participer aux assemblées est subordonné à l'inscription en compte des titres de l'actionnaire, dans les comptes nominatifs ou dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité, au plus tard au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris. En ce qui concerne les titres au porteur, cette inscription est constatée par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité (article 21.2).

Tout actionnaire peut voter à distance ou par procuration selon les modalités fixées par la loi et les dispositions réglementaires en vigueur. Sur décision de la Gérance, tout actionnaire peut également voter par tous moyens de télécommunication et télétransmission, dans les conditions prévues par la réglementation applicable. Cette faculté, lorsqu'elle est ouverte, est indiquée dans l'avis de réunion publié au BALO (article 21.2).

Les assemblées sont présidées par le président du Conseil de surveillance ou, à défaut, par le vice-président du Conseil de surveillance ou, à défaut, par le Gérant (article 21.3). Les associés commandités peuvent assister aux assemblées générales. Les commandités personnes morales sont représentés par l'un de leurs représentants légaux ou par toute personne mandatée par l'un de ceux-ci (article 21.2).

S'agissant des règles de quorum et de majorité, les assemblées générales ordinaires délibèrent valablement lorsque, sur première convocation, les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins un cinquième des actions ayant le droit de vote, aucun quorum n'étant requis sur seconde convocation. Les résolutions sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées. Les assemblées générales extraordinaires délibèrent valablement lorsque, sur première convocation, les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins un quart des actions ayant le droit de vote, et sur seconde convocation, au moins un cinquième. Les résolutions sont adoptées à la majorité des deux tiers des voix exprimées (articles 21.5 et 21.6).

Il est précisé que, sauf pour les décisions relatives à la nomination ou à la révocation des membres du Conseil de surveillance, aucune décision de l'assemblée générale ordinaire n'est valablement prise si elle n'a pas été approuvée par le ou les commandités. De même, aucune délibération de l'assemblée générale extraordinaire n'est valablement adoptée sans l'approbation du ou des commandités (articles 21.5 et 21.6).

Conformément à l'article 10 des statuts, aucun droit de vote double n'est institué.

9. Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par les mandataires sociaux durant l'exercice

Le tableau ci-dessous présente, pour chaque mandataire social ayant exercé des fonctions au cours de l'exercice 2025, et jusqu'à la date du présent rapport, une courte biographie ainsi que la liste des mandats et fonctions exercés dans toute société :

9.1. Mandataires sociaux en fonction au 1er janvier 2025 (période URW, du 1er janvier au 6 novembre 2025)

Mandataire social	Fonction dans la Société	Biographie et autres mandats et fonctions
Anne-Sophie Sancerre	Présidente du Conseil d'Administration et Directrice Générale (jusqu'au 06/11/2025)	Biographie : <ul style="list-style-type: none"> - Diplômée de Sciences Po Paris, titulaire d'une Maîtrise en finance et comptabilité de l'Université Paris-Dauphine et d'un Master en Stratégie d'entreprise et finance de l'Université Napier d'Édimbourg ; - Analyste financière et collaboratrice chez Morgan Stanley (2003-2008) ; - A rejoint Unibail en 2008 en tant que Responsable des Fusions/Acquisitions ; - Est devenue Responsable des Relations investisseurs d'Unibail-Rodamco de 2010 à 2011 ;

		<ul style="list-style-type: none"> - Directrice des Investissements et Fusions/Acquisitions du groupe URW de 2011 à 2014 ; - Directrice des Opérations et des Investissements Retail France du groupe URW de 2014 à 2016 ; - Directrice Générale Retail France du groupe URW de 2016 à 2020 ; - Directrice Générale des Opérations Europe du Sud du groupe URW de 2021 à avril 2023 ; et - A été nommée membre du Directoire et Directrice Générale Stratégie Client et Commerce d'URW SE à compter du 2 mai 2023. <p>Mandats et fonctions en cours jusqu'au 6 novembre 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Membre du Directoire d'Unibail-Rodamco-Westfield SE, Directrice Générale Stratégie Client et Commerce - Directrice générale déléguée d'Unibail-Rodamco Participations SAS - Présidente d'Unibail Management, d'Unibail Marketing & Multimedia, d'URW Brands et de Westfield Rise International
Florence Samaran	Administratrice (jusqu'au 06/11/2025)	<p>Biographie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Titulaire du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat ; - Titulaire d'un DESS Relations Internationales ; - A débuté sa carrière en tant qu'avocat inscrit au barreau de Paris entre 1997 et 2003 ; - Est entrée dans le Groupe Unibail en 2003 en qualité de Responsable Juridique contrats et contentieux ; - En 2007, elle est promue Directrice Juridique France et prendra à sa charge, à partir de 2015, le Corporate Center avant d'être nommée, en 2018, Directrice Juridique Europe Continentale, à la suite de l'acquisition du groupe Westfield par le groupe Unibail-Rodamco. <p>Mandats et fonctions en cours jusqu'au 6 novembre 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Directrice Juridique Europe Continentale d'Unibail-Rodamco-Westfield SE ; - Co-gérant de la SCI 17 bis Tocqueville Saint Charles.
David Zeitoun	Administrateur (jusqu'au 06/11/2025)	<p>Biographie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Titulaire d'un DESS Droit de la Construction et de l'Urbanisme ;

		<ul style="list-style-type: none"> - Titulaire d'une maîtrise de Droit Privé (option Droit des Affaires) ; - A débuté sa carrière en tant que Juriste de la foncière et promoteur de logements Efidis (Groupe Crédit Foncier) puis de Responsable Juridique du Cnit (C.G.I.S – Cie Générale des Eaux) ; - Est entré dans le Groupe Unibail en juillet 2000 en qualité de Responsable Juridique Corporate Law et a exercé les fonctions de Directeur Juridique à partir de 2002 ; - A été nommé Directeur Juridique Groupe d'Unibail-Rodamco-Westfield SE le 7 juin 2018, à la suite de l'acquisition du groupe Westfield par le groupe Unibail-Rodamco et est également en charge, depuis le 1er janvier 2022, de la Sécurité, des Risques et de la Gestion de crise. <p>Mandats et fonctions en cours jusqu'au 6 novembre 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Directeur Juridique Groupe d'Unibail-Rodamco-Westfield ; - Administrateur d'Union Internationale Immobilier ; - Directeur Général Délégué de R.E. France Financing ; - Président de Darenq ; - Président du Conseil de surveillance d'Uni-Expos ; - Administrateur de URW WEA LLC ; - Administrateur de Westfield America G.P. II LLC; - Administrateur de Westfield Corporation Limited; - Administrateur de Westfield Milan S.P.A.
--	--	---

9.2. Mandataires sociaux de la période transitoire post-acquisition (du 6 novembre 2025 au 19 janvier 2026)

Les mandataires sociaux ci-dessous ont exercé des fonctions d'administrateur au cours de la période comprise entre l'acquisition du Bloc de Contrôle (6 novembre 2025) et la transformation en SCA (19 janvier 2026), et n'exercent plus de fonctions dans la Société à la date du présent rapport.

Mandataire social	Fonction dans la Société	Biographie et autres mandats et fonctions
Nathan B. Pissaro	Administrateur (du 06/11/2025 au 19/01/2026)	<p>Biographie :</p> <p>Titulaire d'une licence de droit, d'une licence d'anglais et d'un master en Économie & Droit de l'Université Paris II Panthéon-Assas. Entrepreneur dans le secteur de la tech, fondateur de Nomiks, société suisse spécialisée dans l'analyse tokenomics et la modélisation économique de projets Web3. A précédemment exercé dans la finance et l'asset management au sein de plusieurs établissements bancaires en Suisse.</p>

		Mandats et fonctions en cours jusqu'au 19 janvier 2026 : <ul style="list-style-type: none"> - Président de la société Moorea (SAS) - Gérant de la société Nuku Hiva Holding (SC) - Président de la société NVST (SAS)
Celmina Iveta Larchevêque	Administratrice (du 06/11/2025 au 19/01/2026)	Biographie : Diplômée du IED (Istituto Europeo di Design, Rome). A été directrice de la communication du groupe CIFAL (intelligence économique, ingénierie financière) et du Village Russe. Parle couramment cinq langues. Dispose d'une expérience dans la communication et la coordination de projets. Mandats et fonctions en cours jusqu'au 19 janvier 2026 : <ul style="list-style-type: none"> - Administratrice du Fonds de dotation Éric et Iveta Larchevêque

9.3. Mandataires sociaux en fonction à la date du présent rapport

Mandataire social	Fonction dans TBSO	Autres mandats et fonctions
Éric Larchevêque	Gérant (depuis le 19/01/2026) ; Président du Conseil d'administration et Directeur Général (du 06/11/2025 au 19/01/2026)	Biographie : Éric Larchevêque a créé et géré une dizaine d'entreprises ces 25 dernières années, et est notamment l'un des fondateurs de Ledger, société spécialisée dans la sécurité des actifs numériques, où il a occupé les fonctions de Président-directeur général jusqu'en 2019, puis de Président du Conseil d'administration jusqu'en 2020. Il participe également à l'émission Qui veut être mon associé ? sur M6 en tant qu'investisseur et conseille plusieurs centaines d'entrepreneurs via sa société ELIV. Eric Larchevêque est titulaire d'un diplôme d'ingénieur ESIEE. Mandats et fonctions exercés dans des sociétés : <ul style="list-style-type: none"> - Président de Financière Larchevêque (SAS) ; - Président de Quatre Vingt Dix (SAS) ; - Président de ELIV (SAS) ; - Gérant de la SCI Les Petits Coulons ; Autres fonctions : <ul style="list-style-type: none"> - Président du Fonds de dotation Éric et Iveta Larchevêque ; - Président de l'association LE NEST
Delphine Colombet	Présidente du CS (depuis le 24/03/2026) ; Membre du CS (depuis le 19/01/2026) ; Administratrice indépendante (du 06/11/2025 au 19/01/2026)	Biographie : Diplômée d'un master audit contrôle de gestion et d'un diplôme supérieur en comptabilité, Delphine Colombet est la présidente de CapsInnov, une structure dédiée à l'accompagnement des entrepreneurs dans la mise en œuvre de projets à

		<p>impact positif, en mettant l'accent sur l'humain et la finance. Elle possède une expérience diversifiée dans les domaines de la finance, de la comptabilité, du management, des ressources humaines et du juridique. Delphine Colombet fait ainsi bénéficier le Conseil de surveillance de ses compétences financières, comptables, managériales et entrepreneuriales.</p> <p>Mandats et fonctions exercés dans des sociétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présidente de la société CAPSINNOV (SAS) - Présidente de la société PACDEM (SAS)
Édouard Loigerot	<p>Secrétaire du CS (depuis le 24/03/2026) ;</p> <p>Membre du CS (depuis le 19/01/2026)</p>	<p>Biographie :</p> <p>Édouard Loigerot a créé et dirigé plusieurs agences et sociétés dans les domaines du design, de la création numérique et du divertissement. Il est notamment fondateur ou cofondateur de diverses structures internationales, parmi lesquelles Riverside Entertainment, Droxic, Sunny Day Design, où il a occupé les fonctions de management. Il a successivement exercé à Paris, Londres et Sofia, en supervisant la gestion opérationnelle des sociétés, le pilotage des équipes créatives ainsi que le développement de projets innovants dans les secteurs de la communication, du design et des technologies émergentes.</p> <p>Mandats et fonctions exercés dans des sociétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Président de Riverside Entertainment (Société de droit Bulgare) - Président de Vintapart Group (Société de droit Bulgare) - Président de Digit Ad (Société de droit Bulgare) - Président de Edou Labs (Société de droit Bulgare) <p>Autres fonctions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Administrateur de l'association de gestion du lycée français de Sofia
Steve Levy	<p>Vice-Président du CS (depuis le 24/03/2026) ;</p> <p>Membre du CS (depuis le 19/01/2026) ;</p> <p>Administrateur indépendant(du 06/11/2025 au 19/01/2026)</p>	<p>Biographie :</p> <p>Steve Levy est diplômé en économie de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne et est membre de la SFAF. Fort de plus de vingt ans d'expérience dans la finance, il a notamment dirigé les activités de marchés de capitaux de la banque d'investissement Stifel à Paris. Il est aujourd'hui président de la société i5AC, cabinet de conseil financier dédié à l'accompagnement de dirigeants et d'investisseurs, et partner au sein d'InvestorX, un club d'investissement actif dans l'univers des startups technologiques et à impact. Steve siège également au conseil d'administration de Charwood Energy, société cotée spécialisée dans la valorisation énergétique de la biomasse. Par son parcours, il apporte au Conseil de surveillance une expertise reconnue en marchés financiers, en stratégie</p>

		<p>d'entreprise et en gouvernance, ainsi qu'une forte sensibilité entrepreneuriale.</p> <p>Mandats et fonctions exercés dans des sociétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Administrateur indépendant de Charwood Energy (SA) - Président de la société IZAKLEV (SAS) - Président de la société Colombus Partenaires (SAS)
Financière Larchevêque	Associé commandité (depuis le 19/01/2026)	<p>SAS au capital de 2.000 euros, siège social : 78 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris (RCS Paris 993 334 358). Holding personnelle de M. Éric Larchevêque, représentée par ce dernier.</p> <p>Mandats en cours :</p> <p>Néant (en dehors de sa qualité d'associé commandité de TBSO)</p>

10. Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Les éléments suivants sont de nature à avoir une incidence en cas d'offre publique visant la Société :

- Structure en SCA : la transformation en société en commandite par actions confère à l'associé commandité (Financière Larchevêque) un droit de veto sur toute modification statutaire (article L. 226-11 du Code de commerce). Toute révocation du Gérant requiert l'unanimité des commandités (article 12 des statuts).
- Seuil de déclaration statutaire : l'article 11 des statuts institue une obligation de déclaration de franchissement de seuils auprès de la Société uniquement, par tranche d'au moins 1 % du capital ou des droits de vote de la Société.
- Concert et pacte d'actionnaires : les membres du concert (Quatre Vingt Dix, Nuku Hiva Holding et Infinity Nine Promotion) détiennent ensemble 97,68 % du capital et des droits de vote de la Société. Les membres du concert sont liés par un pacte d'actionnaires en date du 6 novembre 2025, constitutif d'une action de concert au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce. Ce pacte prévoit notamment une obligation de concertation préalable à toute assemblée générale, une période d'inaliénabilité des actions de deux ans (soit jusqu'au 6 novembre 2027, sauf transfert à une holding patrimoniale contrôlée), un engagement de standstill et une clause organisant la continuité de l'associé commandité en cas de décès ou d'invalidité de Monsieur Éric Larchevêque. Le pacte est conclu pour une durée de cinq ans, renouvelable par tacite reconduction. Il ne contient pas de clause prévoyant des conditions préférentielles de cession ou d'acquisition au sens de l'article L. 233-11 du Code de commerce. Son contenu a été rendu public dans le cadre de la documentation relative à l'OPAS déclarée conforme par l'AMF le 23 janvier 2026.
- Délégations financières : l'AGM a conféré à la Gérance de nombreuses délégations d'augmentation de capital (montant nominal maximum des augmentations de capital s'élevant à 32.000.000€) dont le détail figure à la section 9 ci-après.

11. Tableau récapitulatif des délégations financières en cours de validité

L'AGM a approuvé les délégations financières suivantes à la Gérance (toutes adoptées à l'unanimité ou à la quasi-unanimité des voix) :

Rés.	Objet	Plafond	Modalités de prix	Durée	Utilisation
11	Autorisation consentie à la Gérance d'acheter les actions de la Société	10 % du capital social	Prix unitaire maximal d'achat fixé à 30€	18 mois	Néant
12	Autorisation consentie à la Gérance à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation d'actions	10 % du capital social sur une période de 24 mois	N/A	18 mois	Néant
13	Délégation de compétence consentie à la Gérance en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires à émettre immédiatement ou à terme par la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires**	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital* : 32.000.000 €	Prix d'émission fixé par la Gérance	26 mois	Néant
14	Délégation de compétence consentie à la Gérance en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires à émettre immédiatement ou à terme par la Société, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, par offre au public à l'exclusion des offres au public visées au 1° de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier)**	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital* : 32.000.000 €	Prix minimum fixé à 0,11 euro par action ordinaires	26 mois	Néant
15	Délégation de compétence consentie à la Gérance en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires à émettre immédiatement ou à terme par la Société, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, par offre au public visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier**	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital* : 32.000.000 €	Prix minimum fixé à 0,11 euro par action ordinaires	26 mois	Néant
16	Délégation de compétence à conférer à la Gérance à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires à émettre immédiatement ou à terme par la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de bénéficiaires ^{8**}	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital* : 32.000.000 €	Prix minimum fixé à 0,11 euro par action ordinaires	18 mois	Néant
17	Délégation de pouvoirs à conférer à la Gérance à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires à émettre immédiatement ou à terme par la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une ou plusieurs personnes à désigner par la Gérance**	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital* : 32.000.000 €	Prix d'émission fixé par la Gérance	18 mois	Néant
18	Autorisation consentie à la Gérance à l'effet, en cas d'augmentation de capital avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'augmenter le nombre de titres à émettre	Dans la limite de 15 % de l'émission initiale	Au même prix que celui retenu pour l'émission initiale	26/18 mois	Néant

⁸ Les catégories de bénéficiaires visées sont : (i) des personnes physiques ou morales, en ce compris des sociétés, trusts ou fonds d'investissement, ou autres véhicules de placement, quelle que soit leur forme, de droit français ou étranger, investissant à titre habituel dans le secteur des actifs numériques, de la data intelligence et de la technologie de registres distribués (blockchain), ou des services de formations et de conseils, pour les entreprises et les particuliers, dans le domaine du développement économique ou patrimonial; et/ou (ii) des sociétés, institutions ou entités quelle que soit leur forme, françaises ou étrangères, exerçant une part significative de leurs activités dans le domaine des actifs numériques, de la data intelligence et de la technologie de registres distribués (blockchain), ou des services de formations et de conseils pour les entreprises et les particuliers, dans le domaine du développement économique ou patrimonial ; et/ou (iii) des prestataires de service d'investissement français ou étranger, ou tout établissement étranger ayant un statut équivalent, susceptibles de garantir la réalisation d'une émission destinée à être placée auprès des personnes visées au (i) et/ou (ii) ci-dessus et, dans ce cadre, de souscrire aux titres émis.

19	Délégation de compétence consentie à la Gérance en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires à émettre immédiatement ou à terme par la Société, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société**	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital* : 32.000.000 €	La parité d'échange est fixée par la Gérance	26 mois	Néant
20	Délégation de compétence consentie à la Gérance en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires à émettre immédiatement ou à terme par la Société, en rémunération d'apports en nature dans la limite fixée par les dispositions légales et réglementaires hors le cas d'une offre publique d'échange initiée par la Société**	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital* : 32.000.000 €	La parité d'échange est fixée par la Gérance	26 mois	Néant
21	Délégation de compétence consentie à la Gérance en vue d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes	30.000 €	N/A	26 mois	Néant
22	Délégation de compétence consentie à la Gérance en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires à émettre immédiatement ou à terme par la Société réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise à instituer par la Société dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires	Montant nominal maximum total des augmentations de capital : 3 % du capital social	Prix d'émission fixé selon l'article L. 3332-19 du Code du travail	26 mois	Néant
23	Délégation de compétence consentie à la Gérance en vue d'attribuer gratuitement des actions existantes ou à émettre aux membres du personnel salarié et/ou à certains mandataires sociaux de la Société	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital : 15 % capital	N/A	38 mois	Néant
24	Délégation de compétence consentie à la Gérance en vue d'attribuer des options de souscription et/ou d'achat d'actions (stock option) de la Société aux mandataires sociaux et/ou salariés de la Société	Maximum de 15 % du capital social	Prix d'exercice fixé par la Gérance, et ne pouvant être inférieur à 80 % de la moyenne des cours de l'action de la Société sur Euronext Paris au cours des 20 séances de bourse précédant le jour où les options sont consenties	38 mois	Néant
25	Délégation de compétence consentie à la Gérance en vue de décider l'émission de bons de souscription d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes	Maximum de 15 % du capital social	au moins être égal à 0,11 euro	18 mois	Néant

*Le plafond de 32.000.000 € est un plafond global commun aux résolutions 13 17 et 19 à 20.

**Le plafond du montant nominal maximum pour les titres de créance est fixé à 350.000.000 €.

VI. CONTRÔLE INTERNE ET GESTION DES RISQUES

1. Objectif du dispositif de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne vise à assurer la fiabilité de l'information financière et comptable, la conformité aux dispositions légales et réglementaires applicables, le bon fonctionnement des processus internes, ainsi que la protection des actifs de la Société. Ce dispositif tient compte de la taille de la Société, de la nature de ses activités et du contexte de structuration progressive de son organisation à la suite de la transformation en société en commandite par actions.

2. Organisation du contrôle interne

Les activités opérationnelles, administratives et financières sont assurées par la Gérance avec le concours de prestataires externes spécialisés. L'environnement de contrôle repose sur les éléments suivants :

- la supervision exercée par la Gérance, qui dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société conformément à l'article 12 des statuts, et qui est responsable de l'organisation et de la fiabilité de l'information financière ;
- le contrôle permanent du Conseil de surveillance, qui exerce les fonctions de comité spécialisé tenant lieu de comité d'audit conformément au 4° de l'article L. 821-68 du Code de commerce et à la décision du Conseil de surveillance du 24 mars 2026 ;
- le recours à des prestataires externes spécialisés, notamment le cabinet d'expertise comptable Créalya pour la tenue de la comptabilité et l'établissement des comptes annuels, et des conseils juridiques pour le suivi des obligations réglementaires et de gouvernance.

3. Processus d'élaboration de l'information financière

La comptabilité de la Société est tenue par le cabinet Créalya via la plateforme Pennylane.

Les pièces comptables sont numérisées et archivées de manière centralisée sur cette plateforme.

Les principales sources de revenus de la Société proviennent des abonnements SKL Club™, encaissés via la plateforme de paiement Stripe. Le rapprochement entre les flux Stripe et la comptabilité fait l'objet d'un suivi régulier. Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de la fourniture des prestations, les sommes encaissées au titre d'abonnements non encore exécutés étant comptabilisées en produits constatés d'avance.

La Société met en œuvre des procédures de validation des engagements financiers et un suivi régulier de sa trésorerie. Les flux de trésorerie sont suivis par la Gérance.

Les comptes annuels sont établis par le cabinet Créalya, revus par la Gérance, puis soumis au contrôle des commissaires aux comptes avant présentation au Conseil de surveillance et à l'assemblée générale.

4. Identification et gestion des risques

Les principaux risques identifiés par la Société sont décrits à la section III du présent rapport (Facteurs de risques). La Gérance procède à une évaluation régulière de ces risques et met en œuvre les mesures qu'elle juge appropriées pour les atténuer.

S'agissant plus particulièrement des risques opérationnels, la Société est attentive aux points suivants :

- la sécurisation des flux de paiement transitant par la plateforme Stripe et le rapprochement avec les écritures comptables ;
- le suivi des engagements vis-à-vis des membres SKL ClubTM au regard des produits constatés d'avance ;
- la conformité des opérations avec les parties liées : compte tenu de la structure actionnariale de la Société (le Gérant étant également le dirigeant de l'actionnaire de contrôle et l'associé commandité étant une société contrôlée par le Gérant), la Société veille à ce que toute convention intervenant entre la Société et l'une des personnes visées à l'article 17 des statuts (gérants, membres du Conseil de surveillance, actionnaires disposant de plus de 10 % des droits de vote, ou sociétés dans lesquelles ces personnes exercent des fonctions de direction) fasse l'objet d'un examen préalable afin de déterminer si elle relève du régime des conventions réglementées (articles L. 226-10 et L. 225-38 et suivants du Code de commerce) et, le cas échéant, soit soumise à l'autorisation du Conseil de surveillance, au rapport spécial des commissaires aux comptes et au vote de l'assemblée générale. Cette procédure a été mise en œuvre au titre des deux conventions conclues avec la société ELIV décrites à la section III.13 du présent rapport.

5. Évolution du dispositif

Compte tenu de la transformation récente de la Société et du développement de ses activités, le dispositif de contrôle interne est amené à être progressivement renforcé. Les axes d'amélioration identifiés portent notamment sur la formalisation des procédures internes, la séparation des tâches, l'organisation de la facturation et la sécurisation des flux et des données.

La mise en place du Conseil de surveillance exerçant les fonctions de comité d'audit, l'adoption du code MiddleNext comme code de gouvernement d'entreprise de référence et l'élaboration en cours d'un règlement intérieur du Conseil de surveillance participent de ce renforcement. La première réunion du Conseil de surveillance en qualité de comité d'audit, tenue le 27 mars 2026 en présence des commissaires aux comptes, a permis d'engager un dialogue structuré sur ces sujets.

VII. COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025

Les chiffres clés des comptes annuels sont les suivants :

Bilan simplifié au 31 décembre 2025

ACTIF (en euros)	31/12/2025	31/12/2024
Actif immobilisé	18 114	—
Actif circulant	2 670 995	18 156 581
Total Actif	2 689 109	18 156 581

PASSIF (en euros)	31/12/2025	31/12/2024
Capitaux propres	-1 265 288	18 137 653
Total Dettes	3 954 397	18 927
Total Passif	2 689 109	18 156 581

Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement (II)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiqu...	18 114		18 114	
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (III)	18 114		18 114	
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CRÉANCES				
Créances clients et comptes rattachés	690 064		690 064	
Autres créances	114 164		114 164	18 156 500
Charges constatées d'avance	27 029		27 029	
Capital souscrit - appelé, non versé				
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	1 839 738		1 839 738	81
TOTAL ACTIF CIRCULANT (IV)	2 670 995		2 670 995	18 156 581
Frais d'émission des emprunts (V)				
Primes de remboursement des emprunts (VI)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VII)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI + VII)	2 689 109	0	2 689 109	18 156 581

Bilan passif

Postes	31/12/2025	31/12/2024
Capital (dont versé...)	93 120	15 078 462
Primes d'émission, de fusion, d'apport	123 836	461 679
Écarts de réévaluation		
Écarts d'équivalence		
RÉSERVES		
Réserve légale	9 312	201 233
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		2 577 313
Report à nouveau		- 767 489
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	- 1 491 556	586 454
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	- 1 265 288	18 137 653
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (I BIS)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (II)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	832 407	18 927
Dettes fiscales et sociales	300 890	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	518 824	
Produits constatés d'avance	2 302 276	
TOTAL DETTES (III)	3 954 397	18 927
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (IV)		
TOTAL PASSIF (I + I BIS + II + III + IV)	2 689 109	18 156 581

Compte de résultat

Postes	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Vente de marchandises		
Production vendue de biens		
Production vendue de services	114 326	
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	114 326	
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Autres produits	7	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	114 333	
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	1 985 786	137 061
Impôts, taxes, et versements assimilés	450	
Salaires		
Cotisations sociales		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements		
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées		
Autres charges	0	
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 986 236	137 061
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-1 871 903	-137 061
QUOTE-PART DE RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FAITES EN COMMUN		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	380 347	723 515
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des cessions d'immobilisations financières		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	380 347	723 515
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		

Postes	2025	2024
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)		
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	380 347	723 515
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)	-1 491 556	586 454
Produits exceptionnels (VII)		
Charges exceptionnelles (VIII)		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	494 680	723 515
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	1 986 236	137 061
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	-1 491 556	586 454

Annexe



Préambule

Introduction

Introduction à l'annexe

L'exercice comptable clos le **31/12/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2024** à **31/12/2024**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **2 689 108,96 €**.

Le résultat net comptable est **une perte** de **-1 491 556,10 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Événements significatifs

Evénements post-clôture

Le conflit au Moyen-Orient qui sévit depuis fin février ouvre une période d'instabilité et d'incertitude dont les conséquences sont difficiles à évaluer. A la date d'établissement des comptes annuels, aucun élément susceptible d'affecter significativement l'activité de la Société n'est survenu.

Les événements suivants sont venus marquer l'activité de la société au cours du premier trimestre 2026 :

19 janvier 2026 – L'AGM a approuvé la transformation de la Société de société anonyme en société en commandite par action, la modification de la dénomination sociale (devenue TBSO), le changement d'objet social, l'adoption de nouveaux statuts et l'ensemble des délégations financières décrites ci-dessus. Ces mêmes résolutions ont également été approuvées en date du 19 janvier 2026 par l'associé commandité de la Société.

22 janvier 2026 – Reprise de la cotation sur Euronext Paris après la suspension intervenue le 25 novembre 2025.

23 janvier 2026 – Visa de l'AMF (n°26-013) sur la note en réponse dans le cadre de l'OPAS. Déclaration de conformité de l'AMF.

27 janvier 2026 – Ouverture de l'offre publique d'achat simplifiée (OPAS) initiée par Quatre Vingt Dix agissant de concert avec Nuku Hiva Holding et Infinity Nine Promotion, au prix de 0,11 euro par action. L'OPAS était obligatoire au titre des articles 233-1 2° et 234-2 du RG AMF et également au titre des articles 236-5 et 236-6 du RG AMF (transformation en SCA et réorientation de l'activité). L'initiateur n'avait pas l'intention de demander le retrait obligatoire.

9 février 2026 – Clôture de l'OPAS.

8 janvier / 9 février 2026 – Constitution de la filiale TBSO Switzerland SA, société anonyme de droit suisse, ayant son siège à Genève (Route des Jeunes 5d, 1227 Les Acacias), au capital-actions de CHF 100.000 entièrement libéré (10.000 actions nominatives de CHF 10), détenue à 100 % par TBSO (IDE : CHE-228.187.975). L'acte constitutif a été établi le 8 janvier 2026 par-devant Me Josef Gabrieli, notaire à Lachen (SZ), et la société a été inscrite au Registre du commerce du canton de Genève le 9 février 2026. L'objet social porte sur la réalisation de toutes activités d'éducation dans les domaines de l'entrepreneuriat et de l'investissement. Mme Alexia Haut-Lecci a été désignée administratrice unique avec signature individuelle.

13 février 2026 – Changement du mnémonique boursier de la Société sur Euronext Paris, passé de TAYN à TBSO, afin de refléter la nouvelle dénomination sociale.

3 mars 2026 – Constitution de la filiale TBSO Network, SASU au capital de 10.000 euros (100.000 actions de 0,10 euro entièrement libérées), siège au 10 rue de la Bourse, 75002 Paris, détenue à 100 % par TBSO qui en assure la présidence, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 101 934 214. L'objet social porte sur l'édition de publications de presse et de services de presse en ligne, la production et réalisation de vidéos et d'ingénierie audiovisuelle, ainsi que la réalisation de prestations de conseil non -réglementé. Cette filiale a vocation à regrouper et développer les initiatives de production de contenus et de diffusion médias du groupe.[LC11.1][AR11.2]

16 mars 2026 – Constatation par décision du Gérant en date du 16 mars 2026 de la réalisation de la réduction du capital social de la Société décidée par l'AGM du 19 janvier 2026, d'une somme de 1.735,08 euros, pour le ramener de 93.119,70 euros à 91.384,62 euros. L'article 6 des statuts de la Société a été modifié en conséquence.

Autres informations significatives

L'exercice 2025 a été marqué par un changement de contrôle et une transformation stratégique majeure de la Société.

Le 25 juillet 2025, Unibail-Rodamco-Westfield SE a signé un contrat pour la cession de l'intégralité de sa participation de 97,68% dans la Société de Tayninh au profit des sociétés Nuku Hiva Holding et Quatre Vingt Dix.

La cession a été suivie d'une offre publique d'achat simplifié.

Le 22 septembre 2025, les associés de la Société de Tayninh ont décidé lors de l'assemblée générale de procéder aux opérations suivantes :

- Réduction de capital motivée par des pertes pour 181 034,16 euros ;
- Distribution exceptionnelle de réserves et primes pour 2 650 153,98 euros, soit 0,29 euros par action ;
- Réduction de capital non motivée par des pertes pour 14 804 308,44 euros, soit 1,62 euros par action ;
- Distribution exceptionnelle de réserves et primes pour 456 923,10 euros, soit 0,05 euros par action.

La mise en distribution de 17 911 385,52 euros soit 1,96 euros par action a eu lieu le 4 novembre 2025.

Le 14 octobre 2025, la société a signé avec la société Unibail-Rodamco-Westfield SE la résiliation de la convention de trésorerie avec prise d'effet le 16 octobre 2025, signée initialement le 11 mars 2022.

Unibail-Rodamco-Westfield SE a remboursé à la Société de Tayninh le compte courant et les intérêts courus en date du 17 octobre 2025 pour 18 407 946,68 euros.

Le 14 octobre 2025, la société a signé avec la société Unibail Management la résiliation de la convention de prestation et d'assistance intragroupe avec prise d'effet le 16 octobre 2025, signée initialement le 23 décembre 2024.

En décembre 2025, la société a également lancé une première activité opérationnelle « SKL Club » en décembre 2025, qui consiste en de l'accompagnement d'entrepreneurs, par abonnement, notamment via une plateforme dédiée, sous forme de club.

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Liste des méthodes

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les revenus provenant des abonnements du SKL Club sont reconnus en chiffre d'affaires au fur et à mesure de la fourniture des services aux membres.

Lorsque des abonnements sont facturés avant la réalisation des prestations correspondantes, les montants encaissés sont comptabilisés en produits constatés d'avance (PCA). Ces produits sont ensuite reconnus en chiffre d'affaires de manière linéaire sur la durée de l'abonnement (6 mois, 1 an, 3 ans).

Changements de méthodes

Changement de réglementation comptable

Le nouveau règlement ANC n° 2022-06 vient modifier le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable

général (« PCG ») en vue de moderniser les états financiers et la nomenclature des comptes. Il est d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2025.

Ce règlement a pour effet notamment :

- L'introduction d'une nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel
- La suppression de la technique du transfert de charge
- La modernisation du plan de comptes et des modèles d'états financiers
- L'instauration d'une nouvelle présentation des informations en annexe

Selon les règles françaises, un changement de réglementation comptable est qualifié de changement de méthode comptable.

Ce règlement n'a pas d'impact matériel sur les comptes au 31/12/2025 ni sur la présentation des états financiers.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences		18 114		18 114
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL		18 114		18 114

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immo. financières				
Clients douteux				
Autres créances clients	534 840	534 840		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres org. sociaux				
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA	8 949	8 949		
Autres impôts				
Divers				
Groupes et associés				
Débiteurs divers	105 214	105 214		
Charges constatées d'avance	27 029	27 029		
TOTAL	676 032	676 032		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	27 029	
TOTAL	27 029	

Les charges constatées d'avance sont constituées de charges d'exploitation.

Informations relatives au passif

Variation du capital

Capital social	Nombres d'actions ou parts sociales	Valeur nominale
Titres en début d'exercice	9 138 462	1,65
Titres émis		
Titres remboursés ou annulés		
Titres en fin d'exercice	9 138 462	0,01

Capitaux propres

Rubriques	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Distribution de dividendes	Augmentation de capital	Réduction de capital
Capital (dont versé...)	15 078 462				14 985 343
Fonds fiduciaires					
Primes liées au capital social	461 679		337 844		
Écarts de réévaluation					
Réserve légale	201 233		191 921		
Autres réserves	2 577 313		2 577 313		
Capital souscrit non versé					
Report à nouveau créditeur					
Report à nouveau débiteur	- 767 489	586 454			181 034
Dividendes					
Résultat de l'exercice	586 454	- 586 454			
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	18 137 653		3 107 077		15 166 377

Rubriques	Résultat de l'exercice	Autre (à préciser)	Montant à la clôture de l'exercice
Capital (dont versé...)			93 120
Fonds fiduciaires			
Primes liées au capital social			123 836
Écarts de réévaluation			
Réserve légale			9 312
Autres réserves			
Capital souscrit non versé			
Report à nouveau créditeur			
Report à nouveau débiteur			
Dividendes			
Résultat de l'exercice	- 1 491 556		- 1 491 556
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL	- 1 491 556		- 1 265 288

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	795 698	795 698		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité Sociale et autres org. sociaux				
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA	300 890	300 890		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	409 524	409 524		
Produits constatés d'avance	2 302 276	2 302 276		
TOTAL	3 808 388	3 808 388		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Précisions sur certains postes de passif

Produits constatés d'avance	Montant	Commentaire
Produits constatés d'avance	- 2 302 276	
TOTAL	- 2 302 276	

Informations relatives au compte de résultat

Les charges générales d'exploitation s'établissent à 1 986 236 euros
Le résultat financier s'établit à 380 347 euros

Informations relatives au compte de résultat

État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parvenues	795 698	
TOTAL	795 698	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
TOTAL		

Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	Deloitte & Associés	KPMG
Afférents à la certification des comptes	12 500	12 500
Afférents aux services autres	12 500	12 500
TOTAL	25 000	25 000

Les honoraires "Afférents aux services autres" couvrent les services autres que le commissariat aux comptes requis par les textes légaux et réglementaires ainsi que les services fournis à la demande de l'entité.

Opérations réalisées avec des parties liées

Désignation de la partie liée	Nature de la relation avec la partie liée	Montant des transactions réalisées au cours de l'exercice	Autres informations
ELIV	Société soeur	35 600	

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, deux conventions entrant dans le champ des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce ont été conclues entre la Société et la société ELIV.

L'associé unique d'ELIV est la société Quatre Vingt Dix, elle-même contrôlée par Monsieur Éric Larchevêque, par ailleurs Président d'ELIV.

(i) Convention relative à l'organisation d'un séminaire d'équipe.

La société ELIV a organisé, au bénéfice de la Société, un séminaire d'équipe tenu du 9 au 11 décembre 2025 pour un montant de 7 000 euros hors taxes.

(ii) Convention de refacturation des prestations de lancement du projet SKL Club.

Des coûts de structuration du projet SKL Club, ont été engagés en amont de l'acquisition du Bloc de Contrôle intervenue le 6 novembre 2025 par la société ELIV, qui portait et finançait alors ce projet en direct et pour son propre compte. Ces coûts, supportés auprès de sous-traitants et prestataires externes (développement de site internet, rédaction éditoriale, production vidéo, freelances spécialisés), ont été refacturés à la Société postérieurement à l'acquisition, afin de rattacher les coûts de structuration du projet à l'entité désormais en charge de son exploitation, à prix coûtant majorés d'une marge d'intermédiation forfaitaire de 10 % correspondant à la fourchette basse des pratiques de marché, pour un montant total de 28 600 euros hors taxes.

Ces conventions ont été autorisées postérieurement par le Conseil de Surveillance en date du 22 avril 2026.

VIII. RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

1. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société TBSO (antérieurement SOCIETE DE TAYNINH),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société TBSO (antérieurement SOCIETE DE TAYNINH) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans la note « Changement de réglementation comptable » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Gérance et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion de la Gérance consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Gérant.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux Comptes de la société TBSO (ex SOCIETE DE TAYNINH) par votre Assemblée Générale du 2 juin 1998 pour le cabinet Deloitte & Associés et du 8 juin 2023 pour le cabinet KPMG S.A.

Au 31 décembre 2025, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 28^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la 4^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Gérance.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une

incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 30 avril 2026
Les commissaires aux comptes

KPMG S.A.
Régis CHEMOUNY

Deloitte & Associés
Sylvain DURAFOUR

2. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

A l'Assemblée Générale de la société TBSO (antérieurement SOCIETE DE TAYNINH),
En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 226-2 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 226-2 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article 226-10 du code de commerce.

Conventions non autorisées préalablement

En application des articles L. 226-10 et L. 821-10 du code de commerce, nous vous signalons que les conventions suivantes n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable par votre conseil de surveillance. Il nous appartient de vous communiquer les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

- **Convention de refacturation de services conclue avec la société ELIV portant les prestations de lancement opérationnel du projet SKL Club**
 - Personnes concernées : société ELIV dont Monsieur Éric Larchevêque, Gérant de votre société est également Président de la société ELIV.
 - Nature et objet : le 22 avril 2026, une convention de refacturation portant sur les coûts engagés par la société ELIV auprès de sous-traitants et prestataires externes pour le lancement opérationnel du projet SKL Club porté par votre société, a été conclue entre votre société et la société ELIV, avec un effet rétroactif au 6 novembre 2025.
 - Modalités : les prestations font l'objet d'une refacturation auprès de votre société selon les coûts supportés par la société ELIV dont une marge d'intermédiation forfaitaire de 10%, soit pour un montant total de 28 600 euros hors taxes.
 - Motif justifiant de son intérêt pour la société : cette convention permet à votre société de bénéficier de prestations spécialisées auprès de la société ELIV, sans mobilisation de ressources internes équivalentes.

Nous vous précisons que, lors de sa réunion du 22 avril 2026, votre conseil de surveillance a décidé d'autoriser a posteriori cette convention.

- **Convention de prestations de services conclue avec la société ELIV portant sur l'organisation d'un séminaire d'équipe**

- Personnes concernées : société ELIV dont Monsieur Éric Larchevêque, Gérant de votre société est également Président de la société ELIV.
- Nature et objet : le 22 avril 2026, une convention de prestations de services conclue avec la société ELIV portant sur l'organisation du séminaire d'équipe tenu du 9 au 11 décembre 2025 au domaine de Neuvy-sur-Barangeon, a été conclue entre votre société et la société ELIV, avec un effet rétroactif au 9 décembre 2025.
- Modalités : les prestations font l'objet d'une facturation auprès de votre société pour un montant total de 7 000 euros hors taxes.
- Motif justifiant de son intérêt pour la société : cette convention permet à votre société de confier l'organisation du séminaire à une entité disposant des compétences et des moyens nécessaires.

Nous vous précisons que, lors de sa réunion du 22 avril 2026, votre conseil de surveillance a décidé d'autoriser a posteriori cette convention.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris-La Défense, le 30 avril 2026
Les Commissaires aux Comptes

KPMG S.A.
Régis CHEMOUNY

Deloitte & Associés
Sylvain DURAFOUR

IX. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

1. Ressources humaines et actionnariat salarié

Au 31 décembre 2025, la Société n'emploie aucun salarié directement. Les activités opérationnelles sont assurées par des prestataires externes.

Aucun plan d'actionnariat salarié n'a été mis en place au cours de l'exercice 2025. Les résolutions n°22 à 25 de l'AGM prévoient la possibilité de mettre en place des mécanismes d'intéressement (PEE, AGA, stock-options, BSA).

2. Impact social et environnemental

Compte tenu de la taille et de la nature de l'activité de la Société au 31 décembre 2025, l'impact social et environnemental direct est limité. La Société étudie la mise en place d'une politique de responsabilité sociale et environnementale adaptée à son activité.

3. Charges somptuaires (art. 39-4 CGI)

Au cours de l'exercice 2025, aucune charge de nature somptuaire n'a été engagée.

4. Informations relatives aux filiales et participations

Au 31 décembre 2025, la Société ne détenait aucune filiale ni participation.

Postérieurement à la clôture (cf. section II.12 – Événements postérieurs), les filiales suivantes ont été constituées par la Société, associée unique :

– la filiale TBSO Switzerland SA, société anonyme de droit suisse, siège à Genève (Route des Jeunes 5d, 1227 Les Acacias), IDE CHE-228.187.975, au capital-actions de CHF 100.000 entièrement libéré, détenue à 100 % par TBSO, inscrite au RC de Genève le 9 février 2026. Objet : activités d'éducation dans les domaines de l'entrepreneuriat et de l'investissement. Administratrice unique : Mme Alexia Haut-Lecci ;

– la filiale TBSO Network, SASU au capital de 10.000 euros, RCS Paris 101 934 214, siège au 10 rue de la Bourse, 75002 Paris, détenue à 100 % par TBSO qui en assure la présidence, immatriculée le 3 mars 2026. Objet : édition de presse et services de presse en ligne, production et réalisation vidéo/audiovisuelle, conseil en stratégie et gestion.

5. Calendrier prévisionnel de communication financière

Conformément aux recommandations de l'AMF (position-recommandation DOC-2016-05), la Société publie ci-après son calendrier prévisionnel de communication financière :

Événement	Date prévisionnelle
Publication du rapport financier annuel 2025	30 avril 2026
Assemblée générale annuelle (comptes 2025)	[15 juin 2026
Publication du rapport financier semestriel 2026	30 septembre 2026

Ce calendrier est indicatif et susceptible d'être modifié. Toute modification sera communiquée au marché.

6. Format de publication du rapport financier annuel (ESEF)

Conformément au règlement délégué (UE) 2019/815 et à l'article 222-3 III du Règlement général de l'AMF, le rapport financier annuel sera établi au format XHTML (European Single Electronic Format – ESEF). La version officielle du rapport financier annuel qui sera déposée auprès de l'AMF et diffusée au marché sera celle établie au format ESEF.

Le rapport financier annuel est mis à disposition sur le site Internet de TBSO : (<https://euronext.tbso.com/>) et sur le site de l'Autorité des marchés financiers : www.amf-france.org.

*

Avertissement relatif aux informations prospectives

Le présent Rapport Financier Annuel peut contenir des déclarations prospectives fondées sur les estimations et hypothèses actuelles de la Société, susceptibles d'évoluer ou de ne pas se réaliser. Ces déclarations ne constituent pas des garanties de performance future et sont soumises à des risques et incertitudes, dont certains sont décrits à la section « Facteurs de risques ». La Société ne s'engage pas à mettre à jour ces informations prospectives pour tenir compte d'évolutions ultérieures des circonstances ou des événements.